7-8 LUGLIO AGOSTO 1981

de:e

dossier europa emigrazione

RIVISTA MENSILE DI INFORMAZIONE E DIBATTITO SUI PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE

SOMMARIO

Les Portugais au Québec (J. Antonio Alpalhaò) 3

Veneti nel Lazio (U. Marin) 8

Convegno a Monaco: «A 10 anni dalla Legge 153: bilancio e prospettive» (CEDOM) 9

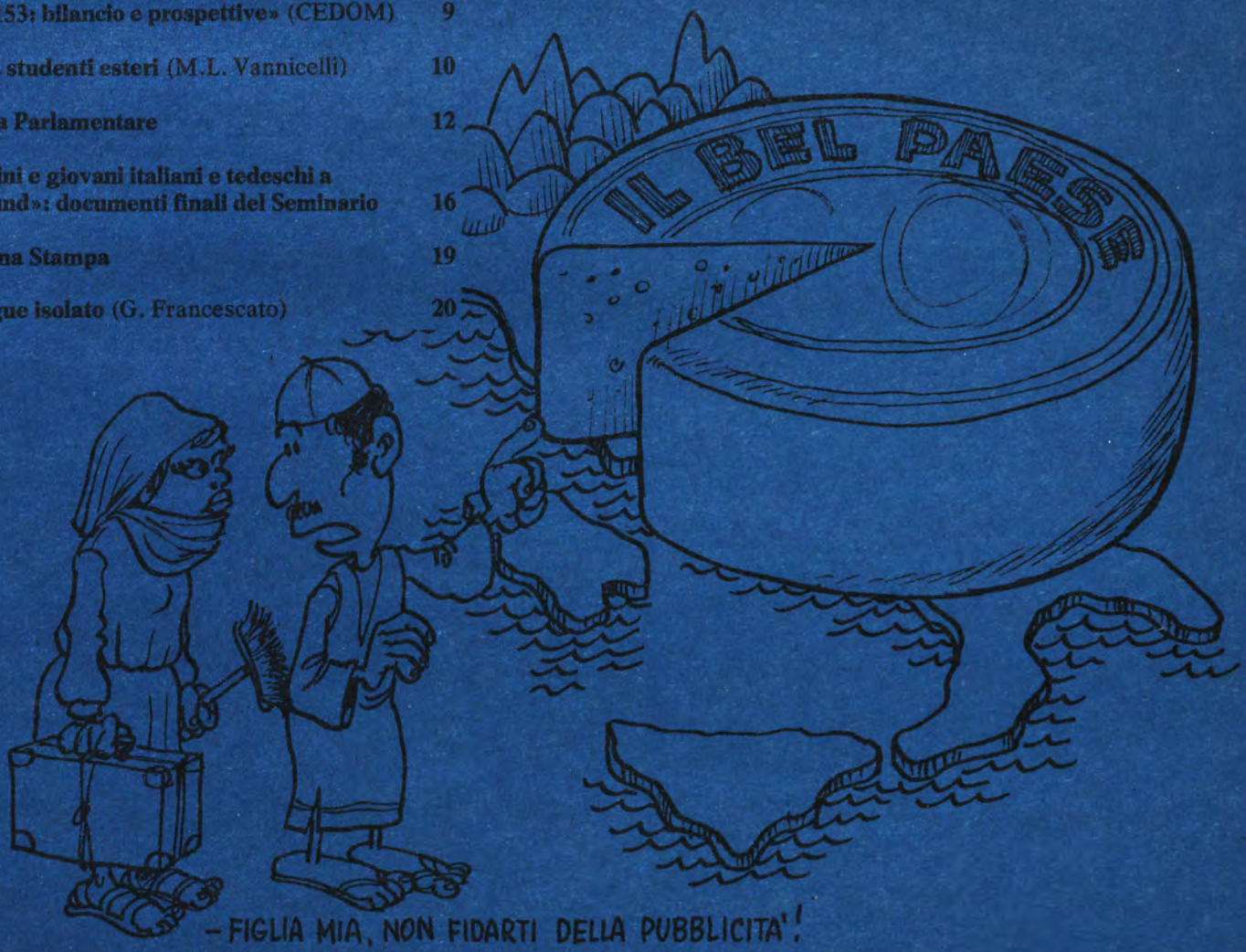
Pianeta studenti esteri (M.L. Vannicelli) 10

Cronaca Parlamentare 12

«Bambini e giovani italiani e tedeschi a Dortmund»: documenti finali del Seminario 16

Rassegna Stampa 19

Il bilingue isolato (G. Francescato) 20



dossier europa

emigrazione

Anno VI - luglio-agosto 1981 - n. 7-8

Rivista mensile di documentazione e dibattito sui problemi dell'emigrazione, a cura dei **CSER (Centri Studi Emigrazione Riuniti)**

Comitato promotore
CIEMM
46, rue de Montreuil - 75011 Paris

CSERPE
Oberwilerstr. 112 - 4058 Basel

CSER
Via Calandrelli 11 - 00153 Roma

Gruppo di redazione
G. Baggio, L. Favero, U. Marin, A. Perotti, T. Pozzi, GF. Rosoli, L.Taravella, G.Tassello

Direttore edizione tedesca
Angelo Negrini

Corrispondente CEE
G. Callovi

Grafica
Bruno Murer

Direttore responsabile
Luigi V. Favero

Autorizzazione del Tribunale di Roma, n. 16.733 del 18 marzo 1977

Iscritto al Registro Nazionale della stampa in data 22.2.1977 con il n. 1273

ABBONAMENTO
Italia L. 7.000
Estero L. 9.000

ccp. 57678005 intestato a **CSER, Via Calandrelli 11 - 00153 Roma**, Tel. (06) 58.27.41 - 58.09.764

presentazione

Il numero estivo di Dossier Europa emigrazione (luglio-agosto 1981) presenta anzitutto uno studio, interessante anche se non recentissimo, ad opera di J. Antonio Alpalhão in collaborazione con Victor M.P. Da Rosa, sui Portoghesi nel Québec. Le osservazioni sui valori d'origine, il processo di acculturazione nel nuovo ambiente, la dinamica dei rapporti tra comunità immigrata e indigena si prestano a utili confronti con la più numerosa collettività italiana pure residente nel Québec.

U. Marin traccia il profilo della neonata associazione dei veneti a Roma. Si tratta del non ultimo episodio di un fenomeno associazionistico che ha visto presenti e attivi nella capitale italiana, fin dal Medioevo, le componenti regionali.

M. Laura Vannicelli continua a seguire il fenomeno dell'immigrazione straniera in Italia con una puntualizzazione sul problema degli studenti esteri.

Sul problema della scolarizzazione degli alunni emigrati, oggi ancor più attuale sia per la progettata riformulazione della Legge 153 sia per l'applicazione della direttiva CEE del 1977, presentiamo il documento riassuntivo dei lavori del Convegno organizzato a fine maggio dal CEDOM a Monaco di Baviera; e le conclusioni del Seminario su «Bambini e giovani italiani e tedeschi a Dortmund«, tenutosi nella città della Westfalia dal 20 al 27 maggio.

Chiude il numero, oltre alle consuete rubriche «Cronaca Parlamentare» e «Rassegna Stampa» un interessante articolo del noto linguista G. Francescato, ripreso dalla rivista del prof. G. Freddi «Lingue e Civiltà» del mese di aprile del corrente anno. Il prof. Freddi dirige il CLADIL (Centro di Linguistica Applicata e Didattica delle Lingue) di Brescia che si interessa anche agli aspetti specifici dell'insegnamento dell'italiano come lingua straniera.

Ponendo l'alt ai troppi facili entusiasmi riguardo al bilinguismo precoce, non in base a fattori interni al processo di apprendimento di una seconda lingua ma in base a considerazioni di ordine sociale sulle classi economicamente svantaggiate, il Francescato arriva a concludere che «...per coloro che fin dalla nascita sono stati meno favoriti dalle condizioni sociali, culturali, educative, l'impresa di integrarsi in una seconda lingua sembra avere ripercussioni decisamente negative».

LES PORTUGAIS AU QUEBEC

CENTRO STUDI EMIGRAZIONE
BIBLIOTECA

J. António Alpalhão

Le Québec est, après l'Ontario, la région à plus forte concentration portugaise au Canada. On évalue à 50,000 le nombre de Portugais aujourd'hui installés dans «la belle Province». Ces chiffres dépassent beaucoup ceux des statistiques officielles. Celles-ci ne comprennent pas les enfant déjà nés dans le milieu d'accueil et qui, de toute évidence, doivent être aussi considérés comme des Portugais, surtout dans le cas de la première génération.

Les contacts des Portugais avec le Québec sont déjà séculaires. Ils remontent à l'époque de la découverte historique du continent nord-américain. À cette époque, il s'agit de contacts, plutôt que de permanence. Cependant il y a des Portugais fixés dans le territoire dès les débuts de l'histoire du Québec. La généalogie nous en fournit quelques exemples. On peut citer Pedro da Silva, né à Lisbonne et établi à Beauport au cours de la deuxième partie du XVIIe siècle, lequel est devenu un personnage historique dans le domaine des communications. On peut citer aussi les juifs portugais fixés à Trois-Rivières et Montréal pendant le XVIIIe siècle.

Cependant l'arrivée massive des Portugais au Canada, y compris le Québec, est un évènement assez récent. L'année 1953 mérite bien d'être retenue comme décisive à cet égard. Le recrutement de la population portugaise établié aujourd'hui au Québc a été effectuée, en partant de 1953, en comptant surtout des gens de la campagne. Le grand pourcentage dénote le groupe de scolarité minimale, plus ou moins proche du travail agricole et généralement dépourvu dans le domaine de la spécialisation professionnelle. On est porté à croire qu'il s'agit, en gros, de la couche sociale la moins préparée pour faire face aux exigences d'une véritable acculturation.

La majorité des immigrants portugais, résidents au Québec, sont originaires de l'archipel des Açores. Ayant en vue la grande concentration de Montréal, Anderson et Higgs (1976:64) ont présenté les pourgentages suivants par rapport aux régions d'origine 60% des Açores; 38% du Portugal continental; 1% de Madère; 1% d'autres territoires portugais. Ces pourcentages coincident à peu près avec ceux obtenus par Henry-Nieves (1975:51-52): 61,2% des Açores; 37,7% du Portugal continental et 1,1% de Madère. L'extrapolation de ces pourcentages, par rapport à l'ensemble du Québec, nous semble valable et encore actuelle.

Etant donné la régime d'admission de plus en plus sélectif, les Portugais ont été admis au Québec surtout en tant que «nommés» ou «parrainés». Ces catégories sont plus favorisées par rapport aux habilités personnelles que celle des «indépendants». Une fois admis, on peut dire que les Portugais viennent pour y rester. Le pourcentage de ceux qui retournent définitivement au pays d'origine semble ne dépasser pas les 5%. Il s'agit donc d'un type d'admission dépendante et d'un genre de fixation nettement permanente.

La population portugaise se trouve éparpillée un peu partout dans la Province du Québec. Cependant on peut distinguer les zones à forte concentration, les zones à faible concentration et les petits groupes dispersés. Montréal, Ste. Thérèse, Hull, Laval et Québec sont, par ordre décroissante, des zones à forte concentration.

On évalue présentement à près de 40,000 le nombre de Portugais établis à Montréal y incluant toute l'île de Montréal et Longueuil. On dit que la concentration portugaise de Ste. Thérèse et des alentours (Blainville et Boisbriand) se ciffre déjà à 5,000 Portugais, y incluant sans doute ceux de la deuxième génération. A Hull, centre et périphérie (Aylmer, Gatineau, Mont-Bleu, Touraine et Wrightville), on compte au delà de 3,000 Portugais. La communauté portugaise de Laval, comprenant tout le territoire de l'île Jésus et surtout la zone de Chomedey, atteint déjà environ 2,000 personnes. A Québec (Québec cité et alentours: Beauport, Cap-Rouge, Charlesbourg, Giffard et Lévis) l'ensemble des Portugais s'élève à 750 personnes.

Pour ce qui est des zones à faible concentration, celles où la population portugaise compte moins de 250 personnes et plus que 25, on a identifié comme telles les suivantes: Joliette, Jonquière, Laprairie, Nicolet, Shefferville, Sept-Îles, Sherbrooke et Sorel.

Il y a encore les petits groupes d'une ou deux à cinq ou six familles portugaises essaimées, un peu partout, dans la province de Québec. On les trouve dans les localités suivantes: Berthierville, Châteauguay, Clarke City, Gagnon, Lachute, La Sarre, La Tuque, Port Cartier, St. Jean, St. Jérôme et Trois-Rivières.

Quelles sont les occupations des Portugais du Québec? D'abord on peut dire tout simplement qu'ils travaillent, en ajoutant qu'ils sont des travailleurs très appréciés. Leurs travaux sont cependant conditionnés par les habilités acquises et par le statut d'immigrant. Ainsi un gros pourcentage travaille humblement dans le domaine des activités polyvalentes, tels que les services de ménage, d'hôtellerie et de manufacture. Il y a déjà une bonne représentation d'hommes parmi les ouvriers spécialisés. Le nombre des entrepreneurs augmente aussi, pendant que le

secteur professionnel reste encore le privilège d'une très mince minorité.

Certes, les Portugais sont venus comme immigrants, pour travailler; mais chacun doit convenir que nous sommes en présence d'êtres humains qui méritent le respect et refusent d'être assimilés à des machines; donc il s'agit d'un peuple et non d'un troupeau. Ils sont avant tout des gens, porteurs de valeurs et à la recherche de valeurs nouvelles.

Valeurs d'origine

Sans vouloir plonger dans la spéculation philosophique, nous nous limitons à considérer les valeurs comme étant l'objet des convinctions.

Selon les élements privilégiés par la convinction, on arrivera à établir une priorité traduite dans une échelle de valeurs. La valeur considérée principale sera ainsi celle que l'on situe au centre du système ou en haut de l'échelle. Le système peut être vu comme stable ou comme dynamique, et l'échelle des valeurs peut être créée ou adoptée, soit par la société soit par l'individu. L'attitude devant les valeurs semble ainsi dépendante de l'état de conscience. Le fait de croire à quelqu'un ou à quelque chose comme valable est relié et dépendant des états de conscience.

La typologie de Paulo Freire (1974) bâtie dans une perspective psychosociologique peut nous aider à mieux identifier et comprendre la position d'une popultion par rapport aux valeurs, les siennes et celles des autres. Dans les états de la conscience nommée «intransitive» et «transitive naïve» les valeurs sont plutôt adoptées; elles se présentent comme un *a priori*, sous une formulation définitive et statique. Elles sont tout simplement un patrimoine à conserver et à défendre.

C'est l'état de conscience «transitive critique» qui présente les valeurs en tant qu'objet d'une option, d'une confrontation, d'une complémentarité et d'une revision, dans le dynamisme d'un processus d'évolution.

L'état de conscience individuelle et collective détermine les genres de liens établis entre les valeurs et les comportements. Dans une conception et système de type mécaniste il y a un rapport direct et universel entre valeur et comportement. C'est à dire: une valeur donnée détermine d'avance un comportement correspondant.

Dans une conception et système organiques il y a aussi un lien entre valeurs et comportements; cependant, entre les unes et les autres, on considère les personnes impliquées et les situations réelles. Le comportement résulte d'un choix personnel, d'accord avec les valeurs en cause et les situations particulières.

Dans le premier cas, le comportement est déterminé par l'extérieur, sous un modèle préalable et absolu. C'est le primat de l'objectivité à laquelle on doit sacrifier la subjectivité. Dans le deuxième cas, c'est l'individu ou les individus en situation qui deviennent l'instance des décisions, en tenant compte des valeurs acceptées.

Nous devons considérer aussi les attitudes face aux valeurs. Nous voyons l'attitude comme un état d'esprit relié à l'acceptation des valeurs et des comportements correspondants. On peut parler d'un sens caché à l'intérieur du sujet qui pense et qui agit. Ainsi, en arrière de deux comportements égaux il peut avoir deux attitudes différentes et même opposées.

Ici nous croyons bon de faire la distinction entre un système de valeurs et jugement de valeurs. En créant ou adoptant un système, on peut situer les valeurs dans un certain ordre accepté comme absolu, conventionnel ou même arbitraire. Cet ordre de valeurs peut être fait indépendement d'un jugement moral à leur sujet. Par le jugement nous sommes porté à classifier les valeurs de positifs ou négatifs, bon ou mauvais. Il nous semble évident que notre jugement n'est pas la source des valeurs des autres et que le manque de jugement n'exclut pas leur existence.

Nous pouvons parler d'un conditionnement existentiel des valeurs à partir des situations concrètes d'une personne ou d'un peuple, soit-il d'ordre historique, psychologique, géographique, politique, familiale ou autre. L'immigration donne place à des situations nouvelles à plusieurs niveaux. Chaque nouvelle situation peut mettre en cause l'existence et l'ordre des valeurs venues de la situation antérieure. La nouvelle situation d'un peuple qui se déplace pour se fixer dans un autre pays, constitue une occasion favorable à éprouver soit la conscience des valeurs d'origine, soit la capacité d'adoption par rapport à des valeurs nouvelles.

Dans le processus d'acculturation il faut tenir compte et des valeurs d'origine et de celles du nouveau milieu. Le milieu d'origine et le milieu d'accueil deviennent deux parties du même binôme. Pourtant notre réflexion vise directement les valeurs d'origine. Les valeurs du pays d'accueil ne seront pas en danger devant celles d'un groupe déplacé et minoritaire. Par contre plus une population se sent démunie et dépendante plus grand devient le danger de perdre ses propres valeurs, courant ainsi le risque de tomber dans un état d'assimilation, au lieu de contribuer à l'acculturation. La conscience de nos valeurs devient aussi une condition de mieux profiter de celles des autres.

En parlant d'une culture donnée, on songe à un éventail de valeurs qui la caractérisent mais aussi à des comportements typiques qui traduisent l'accent qu'on y met. Ainsi pour les Portugais on peut penser à leurs valeurs historiques, artistiques, religieuses, linguistiques, familiales, etc... On peut également considérer les traditions, les normes et les comportements caractéristiques qui les signifient.

Il peut arriver que les valeurs d'un peuple, d'une époque ou d'une génération soient vues par un autre peuple, une autre génération et une autre personne sous une échelle différente et même comme des contre-valeurs. Dans cette conjoncture, on parle de conflits de valeurs. En fait les conflits se situent plutôt au niveau des comportements. Cependant on court le risque de sacrifier ses propres valeurs, lorsqu'elles sont mal connues et mal interprétées. C'est au niveau de la conscience des valeurs d'origine et des moyens de les traduire que nous voyons l'importance d'une conscientisation préalable au fait de l'acculturation.

En pensant concrètement aux Portugais du Québec, on tient compte de leur situation concrète, sinon on court le risque de planer dans la théorie, sans aucun effet en termes d'acculturation effective. C'est en vue d'une praxis que nous passons à la troisième partie.

Acculturation dans le nouveau milieu

Au départ il semble important de faire la distinction entre assimilation, intégration et acculturation. En effet ces expressions se prêtent souvent à confusion et équivoque, même dans le langage des sciences sociales.

Le phénomène de l'assimilation se vérifie lorsqu'il y a abdication des valeurs d'une culture subordonnée, en fonction d'une culture dominante. L'intégration équivaut à l'ajustement culturel des différents groupes ou individus soumis à un contact plus ou moins continuel. L'acculturation peu être considérée comme le type de changement et enrichissement qui s'en suit.

En résumé nous pouvons dire que l'assimilation correspond à la disparition d'une culture, dominée par une autre; que l'intégration se traduit par l'ajustement de deux ou plusieurs cultures en présence; que l'acculturation se vérifie par la valorisation obtenue au sein des cultures intégrées.

Dans le contexte canadien ont peut penser au multiculturalisme qui nous semble bien une réponse politique aux objectifs de plus en plus conscients et exigeants chez les groupes ethnique visant un processus normal et optimal d'acculturation. Une telle politique devient cohérente lorsqu'elle accepte comme valable la culture de chaque groupe et favorise l'affirmation de leurs valeurs dans le sens de la complémentarité.

Dans la philosophie du multiculturalisme on conçoit la présence de valeurs à recevoir, à donner, à partager et à transmettre. Il faut cependant distinguer l'existence des valeurs de l'acceptation ou du rejet aux quelles elles sont soumises dans la pratique. Ainsi, pour répondre à la politique du multiculturalisme et porter à bon terme ses objectifs d'acculturation, il faut partir des situations réelles, en identifiant d'abord les éléments qui favorisent et ceux qui nuisent au processus envisagé.

Par rapport aux éléments favorables, nous commençons par une parenthèse en disant que nous nous sommes limités aux rapports entre les groupes francophone et lusophone. La présence des autres groupes n'est pas étrangère au processus d'acculturation. Cependant cette étude se limite aux Portugais du Québec là où le groupe francophone est largement majoritaire et culturellement dominant.

Lorsqu'on compare les deux groupes, on trouve chez eux des caractéristiques communes qui semblent particulièrement favorables à l'objectif de l'acculturation. En voici quelques unes:

— L'héritage culturel commun fondé sur la tradition atlantique, la religion catholique et la langue latine.

— La fréquence du même phénotype, qui dans la majorité des cas, rend difficile la distinction entre les deux peuples.

— La composition ethnique pluraliste, caractéristique surtout des grands centre urbains, qui facilite l'ouverture à l'étranger et l'accueil aux nouveaux arrivés.

— Les organismes officiels ayant comme objectifs spécifiques l'accueil et intégration des immigrants, tels que C.O.F.I. (Centre d'Orientation et de Formation des Immigrants), L.A.G.E. (Liaison Avec le Groupes Ethniques); V.I.V.A.Q. (Vivre au Québec) sont, en principe, des initiatives qui traduisent l'intérêt pour la présence et l'intégration des immigrants.

— Le multiculturalisme peut être mis en relief en tant que politique canadienne d'acculturation, aussi valide que difficile de trouver ailleurs.

— On doit considérer encore comme des éléments favorables les organismes luso-québécois créés au sein des communautés ayant l'acculturation comme objectif plus ou moins direct.

— Le caractère définitif de l'immigration et le séjour permanent au Québec sont aussi à considérer.

— L'acculturation est favorisée aussi par la connaissance des langues, par le milieu de travail, la fréquentation des mêmes écoles, les loisirs en commun et un certain nombre de mariages exogamiques.

— On pourrait ajouter tout un éventail de qualités plus ou moins présentes chez les peuples francophones et lusophone.

En ce qui a trait aux éléments défavorables, les difficultés qui interviennent dans le processus d'acculturation peuvent provenir des immigrants eux-mêmes et du milieu d'accueil. En ce qui concerne le groupe ethnique portugais on peut souligner les difficultés dues au passage immédiat du milieu rural au milieu urbain, d'une société de faible scolarisation à une autre hautement scolarisée et d'une technologie élémentaire à une autre très avancée. Tous ces changements et autres imposés par le déplacement peuvent facilement dépasser la capacité réelle d'adaptation et créer des situations négatives qui vont de la perte d'identité à la reconnaissance exclusive des valeurs d'origine. Les grandes concentrations ethniques et les activités à caractère exclusivement portugais peuvent favoriser l'esprit de «ghetto» particulièrement signifié par l'endogamie.

Malgré l'expérience séculaire de peuple immigrant, le groupe francophone est fréquemment accusé d'être porté à des comportements traditionnellement xenophobes et discriminatoires, ce qui favorise une certaine méfiance à l'égard de la présence ethnique, considérée plutôt comme étrangère. La disparité numérique favorise aussi un rapport majoritaire-minoritaire qui peut faci-

lement se traduire en dominant-dominé.

Le manque d'une préparation mutuelle qui devrait précéder la rencontre de chaque peuple se réflète dans l'ignorance au sujet des cultures en présence, ce qui constitue au moins un retard envers l'acculturation souhaitée. L'acculturation constitue un terme du processus évolutif de l'intégration. Dans ce qui concerne l'integration des immigrants, on peut parler d'une évolution par étapes. La première étape est constituée par les immigrants de la première generation. Celle-ci se sent tiraillée entre deux cultures, mais très fortement marquée par le milieu d'origine qui conditionne l'ouverture à de nouvelles valeurs. L'étape suivante se place au cours de la deuxième génération, plus marquée par le milieu d'accueil et qui tend à s'affirmer en minimisant la culture de ses parents. La troisième étape a lieu chez les générations suivantes. Celles-ci, déjà élevées en dehors d'un climat de discrimination, témoignent d'un plus grand intérêt envers leur lignage et les valeurs d'origine telles que la langue, l'histoire et les traditions.
On peut croire que l'acculturation est le résultat final d'un processus naturel d'integration. Cependant il y a des circonstances d'ordre sociologique, idéologique, politique et autres qui peuvent intervenir. Ainsi il faut tenir compte de la capacité réelle des gens, sous peine d'obtenir l'effet contraire. Nous pouvons considérer l'acculturation comme ayant un rythme de maturation qu'on peut favoriser, mais que l'on ne doit pas forcer. L'acculturation doit avoir lieu et au niveau effectif et au niveau effectif. Elle est effective lorsqu'il y a une intégration totale d'une culture et de l'autre. L'acculturation devient affective lorsqu'il n'y a plus de sentiments de supériorité ou d'infériorité soit par rapport aux valeurs du milieu d'accueil soit par rapport à celles du milieu d'origine.

Conclusion

La concomitance de deux ou plusieurs cultures dans un même espace donne lieu à des changements parfois imprévisibles et incontrolables.

Il y a des éléments quelquefois spontanés et même inconscients qui jouent un rôle important. Ainsi il faut compter sur des éléments en présence cachés à l'observation.

Les valeurs culturelles d'un peuple ne sont pas *ipso facto* présentes, dans leur totalité et intégrité, chez une représentation de ce peuple-là, et dand une couche sociale donnée. Il peut arriver que les valeurs du pays d'origine soient mal assimilées et mal interprétées par les gens qui en viennent. Le contact et la connaissance du milieu d'origine deviennent ainsi indispensables en vue d'une parfait acculturation. Celle-ci reste dépendante du degré de conscience au niveau individuel et collectif. Plus la conscience d'identité est profonde, moindre sont les risques de tomber dans l'assimilation culturelle.

L'attachement aux valeurs d'une culture peut se faire dans un climat d'isolement qui est à l'origine soit d'un «ghetto» par rapport au milieu d'accueil, soit d'un processus de «déculturation» par rapport au milieu d'origine. Ainsi les Portugais du Québec, en tant que groupe minoritaire et encore dépendant, courent le risque et de s'isoler et de se fixer dans une image figée de leur culture d'origine, en s'identifiant aujourd'hui, et encore demain, au Portugal d'hier. En plus de la conscience de propres valeurs il faut avoir aussi la conscience et l'acceptation des valeurs d'autrui pour que l'acculturation devienne effective et affective.

L'integrité et la totalité des valeurs semble aussi indispensable à une acculturation idéale. Malheureusement on observe une situation réelle, où le besoin de sécurité économique prend un tel relief qu'on court le risque de sacrifier à l'argent l'ensemble des valeurs. Voici, en substance, l'observation d'un anthropologue portugais: «Le coeur était pour le Portugais la mesure de toute chose; pour l'Allemand c'était la culture et pour le Français c'était la raison... Aujourd'hui, aussi bien pour le Portugais comme pour l'Allemand et le Français, l'argent risque de remplacer le coeur, la culture et la raison» (Dias 1971:46).

La première grande richesse de chaque peuple est son capital humain. Dans une société où l'immigrant est considéré d'abord comme un instrument de production, l'homme est en train de perdre sa priorité sur les biens qu'il transforme.

La culture portugaise au Québec, dans cette phase d'implantation et d'adaptation, se trouve menacée par un conflit et perte de valeurs. Le changement brusque qui a affecté la plupart des individus, le faible degré de conscience d'identité culturelle qui caractérise la

majorité de nos immigrants, ainsi que l'incapacité d'adaptation au rythme imposé, deviennent des éléments qui peuvent donner comme résultat immédiat l'état d'*anomie* auquel se réfère Emile Durkheim où les valeurs et les normes traditionnelles se retrouvent insuffisantes et où leurs substituts n'ont pas encore été culturellement intégrés.

Chez les francophones on peut voir plus d'affinités que de barrières. A notre avis les deux groupes se trouvent assez proches pour s'intégrer, en tant suffisamment différents pour conserver leur propre identité culturelle. Le bout de chemin à faire semble devoir commencer par une politique d'acculturation plus cohérente avec la dignité et les droits de la personne humaine. Lorsqu'on permet et favorise le rapport dominant-dominé on est en train de fai-

NELLA SECONDA GENERAZIONE
CONVIVONO LE TRADIZIONI E LE CULTURE
CANADESE E LUSITANA

re place pour des situations d'esclavage. Cést dans une situation d'égalité que toutes les valeurs prennent leur vraie dimension. Si le marché de travail continue d'être le sens principal de la présence des immigrants, la relation seigneur-serviteur apparaît comme logique. Si les immigrants sont considérés d'abord comme des éléments de production, il faut craindre que leurs valeurs culturelles restent sacrifiés aux intérêts pragmatiques du peuple acheteur de la main-d'oeuvre.

Tout le rapport dominant-dominé conduit à une situation d'injustice. Cette situation est encore pire quand on la considère normale. L'immigrant a le droit de se sentir chez lui dans sa patrie d'adoption, sans la conscience d'avoir été admis comme un médiant et de devoir rester comme un humble serviteur. En effet, le pays d'accueil, en acceptant l'immigrant ne lui fait pas nécessairement une faveur. C'est en fonction des propres besoins, qu'il a fait recours aux immigrants. C'est aussi en fonction des propres besoins que l'immigrant a laissé son milieu d'origine. Il semble juste que les deux parties se considèrent sur le même pied d'égalité.

Certes, l'acculturation des Portugais du Québec pose encore des problèmes à plusieurs niveaux. Cependant, la conscience de cette problématique constitue déjà un pas en avant. L'action deviendra comme une conséquence logique de la prise de conscience. Ici et là, on voit naître des initiatives qui démontrent la sensibilation aux valeurs d'origine et l'affirmation du groupe ethnique portugais au sein de la communauté québécoise.

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON, Grace et HIGGS, David
A Future to Inherit: The Portuguese Communities of Canada.
Toronto: McClalland an Stewart, 1976

DA ROSA, Victor M. Pereira
«Uberlieferte Werte und der Unwille zu Veränderungen auf den Asoren», *Die dritte Welt*, 1977, Vol. 5, No. 4, pp. 468.477

FREIRE, Paulo
Pédagogie des opprimés.
Paris: François Maspéro, 1974

HENRY-NIEVES, Rohn
«Ethnicity: The Canadian Experience and the Portuguese in Toronto», B.A. thesis, Friends' World College, 1975

VENETI NEL LAZIO

È universalmente risaputo che Roma è tra le città più cosmopolite. Per convincersi basta sostare qualche istante sotto l'immensa pensilina della Stazione Termini o fare una visita a S. Pietro dove il Papa polacco sembra rinnovare il miracolo pentecostale della molteplicità delle lingue, con enorme esultanza dei pellegrini che provengono da ogni parte del mondo. Altro segno di cosmopolitismo è la monetina che lo straniero corre a buttare nella Fontana di Trevi come segno della gioia di trovarsi a Roma e come augurio di farvi ritorno. A questa invasione di stranieri sono interessati anche i romani, e non tanto per le monetine che scintillano sul fondo del Fontanone quanto per quelle che cadono nelle voraci casse degli alberghi e ristoranti cittadini.

È risaputo anche il fatto che Roma, da quando divenne capitale, va accogliendo fra le sue popolose borgate centinaia di migliaia di persone di altre regioni italiane.

Meno risaputo è invece il fatto che tanti di questi oriundi di altre regioni d'Italia, piuttosto che disperdersi nell'anonimato metropolitano, abbiano sentito il bisogno di ritrovarsi e si siano organizzati in gruppi regionali. Oggi infatti anche a Roma esistono e operano varie associazioni regionali le quali (anche senza credere alla reincarnazione) amano considerarsi eredi delle antiche confraternite o quanto meno delle loro istanze culturali e del loro spirito di solidarietà. Si sa infatti come queste confraternite, solitamente collegate a celebri chiese o cappelle, abbiano dato vita lungo i secoli a prestigiose istituzioni di carattere artistico, culturale e assistenziale.

Ma ritorniamo ai nostri giorni. L'odierna esplosione di regionalismo, sia che si tratti di una moda passeggera oppure di una autentica ricerca della propria identità culturale (la famosa riscoperta delle radici), è in perfetta sintonia con il fenomeno del «decentramento amministrativo» che in questi anni sta animando la città di Roma. Come la creazione delle circoscrizioni territoriali non pregiudica l'unità della compagine cittadina (pregiudicherebbe piuttosto una sua stagnante uniformità) così questa specie di «decentramento culturale» provocato dall'associazionismo regionale, lungi dal frazionare o polverizzare la cittadinanza, ne rivela invece e ne valorizza tutte le ricchezze. Anche il fatto che tutte queste associazioni regionali si professino apolitiche, aconfessionali, ecc. ecc., sta a dimostrare la forza e l'intento aggregante. Altro segno di coesione, nel più ampio contesto della comunità cittadina, è il fatto che nel gennaio 1977 le principali associazioni regionali di Roma si siano confederate, dando vita all'U.N.A.R. (Unione delle Associazioni Regionali). Questa non fu un'operazione di vertice, prova ne sia ogni anno la grandiosa partecipazione popolare alla celebrazione del Natale di Roma da parte dei «Romani non di Roma».

Questi «Romani non di Roma» vantano anche quest'altra benemerenza: quella di aver mobilitato nientemeno che «i Romani di Roma». Nell'elenco delle 18 associazioni iscritte all'U.N.A.R. si nota infatti con piacevole sorpresa che esiste anche l'Associazione dei Romani di Roma. Questa è nata nel lontano 1914, ma idealmente si collega nientemeno che con la *Breccia* di Porta Pia. Infatti fin d'allora, sulla scia dei Bersaglieri di Cadorna, cominciarono a penetrare a Roma gente da ogni parte d'Italia. I primi ovviamente furono i piemontesi, anche se poi attesero fino al settembre del 1944 prima di costituirsi nella «Famija Piemonteisa». Questa invasione mise in allarme i romani autentici, costringendoli a stringere i ranghi per non venire dispersi ed essere depauperati della loro cultura, della lingua meravigliosa e delle tradizioni popolari.

In questi giorni al mosaico delle associazioni regionali di Roma si è aggiunta una nuova piastrella: l'Associazione Veneti nel Lazio. Si parla di Lazio perchè la popolazione veneta, fin dai tempi della buon'anima, ha preso d'assalto a decine di migliaia non solo le borgate romane ma anche le campagne della regione circostante (Latina, Fregene, ecc.). Veramente i veneti della città di Roma avevano già costituito un loro gruppo nell'immediato dopoguerra, gruppo che faceva capo alla Chiesa di S. Marco a Piazza Venezia. Poi nel 1969 venne istituita la «Famiglia Piave», formata per lo più da bellunesi di alcune valli. A questa associazione spettò l'onore di rappresentare il Veneto fino ai nostri giorni, quando si avvertì la necessità di scendere dalle montagne al mare e di mobilitare anche coloro che recano l'accento svariato e smagliante di Venezia, Padova, Verona, Vicenza, treviso e Rovigo.

L'associazione Veneti nel Lazio, proprio per essere l'ultima arrivata, venne costituita a spron battuto. Il 21 marzo scorso ebbe luogo la prima riunione del Comitato Promotore presso la sede romana della Regione Veneto. L'8 maggio seguente (dopo una comparsa in sordina alla celebrazione del Natale di Roma presso il salone dell'Antonianum) ebbe luogo una seconda riunione durante la quale vennero assegnate le cariche sociali. Con voto unanime fu ac-

clamato presidente il Conte Alvise Zorzi. E finalmente, il mercoledì 20 maggio, con regolare atto notarile venne costituita ufficialmente l'Associazione Veneti nel Lazio. In occasione del pranzo inaugurale, tenutosi il 14 giugno al Ristorante Derby nei pressi di Via Veneto, il Presidente Zorzi, con il garbo e la brillantezza che gli sono propri, indicò quelle che sono nello stesso tempo ragioni e obiettivi dell'associazione. Storia e arte hanno fatto del Veneto un singolare banditore di civiltà e di cultura. E banditori di questa ricchezza, più che i capolavori d'arte o le celebri istituzioni, sono le popolazioni venete, dovunque si trovino nel mondo. I partecipanti al banchetto inaugurale non si limitarono ad assentire con gli applausi, ma trasformarono ben presto il loro entusiasmo in canto. Iniziarono con gli accenti nostalgici di «Sul ponte di Bassano», cui fece seguito, sempre nella tonalità della nostalgia per la propria terra lontana, la canzone «Notte a Venezia» eseguita dal suo cantautore Gilberto Di Felice. Applaudita, ma con meno convinzione, fu la canzone di Aznavour «Come è triste Venezia». « No — esclamò qualcuno — Venezia non è triste!» ed aveva ragione, stando almeno a quella gioia di vivere che traspariva in quel giorno dalle conversazioni, dalle battute e dai canti dei commensali. La gioia di vivere e la forza di sperare appartengono allo spirito veneto; e sono la migliore premessa per un lungo cammino come quello che si sono proposti gli ideatori dell'Associazione Veneti nel Lazio, subito confortati e spronati da numerose ed entusiastiche adesioni.

Umberto Marin

CONVEGNO CEDOM

Organizzato dal CEDOM (centro documentazione migratoria - Monaco di Baviera) ha avuto luogo, presso l'Istituto Italiano di Cultura di Monaco, il giorno 30 maggio, un convegno dal titolo *A 10 anni dalla legge 153: bilancio e prospettive.* Vi hanno partecipato, oltre al Console generale Ministro Luciano Koch, il preside Paparelli, il Dott. Ganzerli e la Dott.sa Wolf dell'Ufficio Scuole del Consolato, il Prof. Boccotti ed il Prof, Musso dell'Istituto Italiano di Cultura, la Dott.sa Ries, presidente dell'assemblea Co.As.Sc.It., il sig. Rende, presidente dell'Assemblea Co. As.Sc.It., il Prof. Foti, dell'Ufficio Studi del Ministero della Pubblica Istruzione, lo psicolinguista Dott. Gazerro, il Prof. Favero, dello C.S.E.R. di Roma, il Prof. Maso, dell'Istituto Professionale per il Commercio di Monaco, il Prof. Montenegro, che ha moderato i lavori, il Dott. Rebecchini, della RAI e numerosi insegnanti italiani. Da segnalare tra gli ospiti tedeschi, la Prof.sa Sollaneck, incaricata dei rapporti tra insegnanti italiani e lo Schulamt bavarese.

Dopo il saluto del Prof, Boccotti a nome dell'Istituto Italiano di Cultura che ha ospitato il Convegno, ha preso la parola il direttore del CEDOM, Carlo Marzoli, che ha illustrato gli scopi e l'articolazione del Convegno. Il Console generale nel compiacersi per l'iniziativa ha sottolineato il contributo che il CEDOM dà per la soluzione dei problemi scolastici dei figli dei connazionali. La relazione del Dott. Foti ha illustrato l'iter legislativo e l'evoluzione sociale e scolastica italiana che hanno preceduto la legge 153, così da collocarla in un corretto ambito storico. La Dott.sa Wolf, esaminando le attuazioni della 153 in Baviera, ha messo in luce le lacune riguardanti la fascia prescolare ed ha richiamato l'esigenza di un aggancio tra la Direttiva europea del luglio '77 e le iniziative scolastiche italiane all'estero.

Il Prof. Gazerro ha illustrato le attuazioni cui ha dato luogo la 153 in Svizzera, con particolare riferimento ai corsi di lingua e cultura italiana. Ha posto in risalto il ruolo centrale dell'insegnante che non viene definito dalla 153 ed il problema della sutura tra iniziative scolastiche italiane e scuola locale.

Il dibattito seguito alle 3 relazioni ha dato modo di approfondirne gli aspetti più qualificanti:
— il rapporto scuola-famiglia
— la professionalità dell'insegnante
— l'esigenza di una legge più duttile che tenga conto della possibilità di una formazione aperta alle nuove esigenze dell'emigrazione.

Nella seconda tornata dei lavori, maggiormente propositiva, sono stati trattati e discussi i temi del bilinguismo (Dott. Gazerro), della partecipazione alla gestione sociale delle iniziative scolastiche (Prof. Ries), dell'Istruzione oltre la scuola dell'obbligo (Prof. Maso) e del reinserimento scolastico in Italia degli alunni rimpatriati (Prof. Favero).

Dal Convegno, svoltosi in un clima di serena e costruttiva discussione, sono emerse alcune esigenze illustrate alla conclusione dei lavori dal Direttore del CEDOM, esigenze che vanno tenute presenti, sia per una riformulazione della 153, sia in un campo più vasto per una sempre migliore rispondenza delle proposte istituzionali alle reali necessità dell'emigrazione. In particolar modo vanno sottolineati i seguenti elementi:

1. Necessità di passare da un intervento prettamente assistenziale ad uno promozionale.
2. Necessità di armonizzare le iniziative scolastiche italiane con la scuola locale.
3. Necessità di contemplare anche i problemi del reinserimento scolastico in Italia.
4. Necessità di abbracciare tutto l'arco della formazione, dalla fascia prescolare alla scuola dell'obbligo fino alla scuola secondaria superiore.
5. Attuazione di concrete misure atte a garantire l'aggiornamento, la professionalità e la stabilità degli insegnanti italiani all'estero.
6. Urgenza di affrontare il problema dell'associazionismo dei genitori in rapporto alle specifiche esigenze di crescita culturale e di orientamento scolastico professionale dei figli.

Sono state auspicate infine 2 puntuali proposte:
1. La costituzione di un gruppo di studio e di ricerca sui problemi del bilinguismo, date le particolari iniziative scolastiche in atto in Baviera.
2. L'appoggio al CEDOM nella sua attività di documentazione nel campo dell'istruzione e della formazione degli emigrati e nei suoi interventi operativi, come quelli in atto già da 2 anni, l'Istituto tecnico per periti aziendali e corrispondenti in lingue estere e l'Istituto professionale per il Commercio.

PIANETA STUDENTI ESTERI

M.L. Vannicelli

Accanto al variegato universo dell'immigrazione dal Terzo Mondo, che ormai da un decennio ha investito speranze di migliore avvenire nel nostro Paese, spesso nell'incubo del lavoro nero, si affianca il problema degli studenti esteri. Si tratta all'incirca di 50 mila stranieri, che frequentano o cercano di frequentare le nostre università (*Avanti, 15.5.81*). Le regioni di provenienza sono l'Europa, le due Americhe, l'Asia e l'Africa. La spinta espulsiva è data dal numero chiuso nelle università, che vige nei paesi a forte industrializzazione, e dalla carenza o limitazione di istituzioni scolastiche e universitarie, che non consentono di seguire i corsi superiori nei paesi emergenti del Terzo Mondo. Non mancano motivazioni di tipo politico, quali la mancanza di libertà nei Paesi a regime dittatoriale. Il caso attuale dell'Iran è motivo oggettivo per giustificare la permanenza in Italia di un folto nucleo di studenti iraniani, data la chiusura delle università locali.

Quanto alla laurea facile cui molti giornali si richiamano, disorientando l'opinione pubblica sulle reali condizioni in cui sono costretti a vivere gli studenti esteri, va sottolineato che, specie per i giovani provenienti dal Terzo Mondo, una buona maggioranza non riesce a completare i suoi studi per motivi di ordine economico. Basta dare un'occhiata anche superficiale alle interviste di *Panorama* del 6.4.81 ad alcuni studenti iraniani, palestinesi o iracheni per avere un'idea di come spesso il raggiungimento della laurea comporti sacrifici e rinunce trasformandosi in un'odissea.

In sostanza in Italia sono presenti due gruppi di immigrati per ragioni di studio, le cui problematiche ed aspirazioni si differenziano secondo che si faccia riferimento ai luoghi di provenienza, paesi industrializzati e no.

Gli studenti del Terzo Mondo hanno in comune, oltre la connotazione di emigrato, per la scelta obbligata a studiare in un paese diverso dal proprio, anche quello dell'impegno allo studio finalizzato alla crescita e promozione dei paesi d'origine, attanagliati dal sottosviluppo (*Amicizia-Studenti Esteri*, XVII, 1 gennaio 80). Non va dimenticata inoltre la difficoltà di adattamento alla società occidentale, aggravata dalla scarsa conoscenza della lingua nei primi anni di permanenza all'estero e dalla scarsezza dei mezzi economici, che impone loro notevoli sacrifici sul piano della sopravvivenza.

Il problema più grave è quello dell'alloggio, la cui domanda ha provocato un aumento sostenuto dei prezzi di affitto, che gli studenti pagano comprimendo le spese del vitto. Le borse di studio concesse dai propri governi o il sostegno economico delle famiglie risultano in genere insufficienti a coprire il costo della vita in Italia; così spesso gli studenti finiscono nella morsa del lavoro nero. Sono riservati ad essi i lavori più pesanti e sottopagati: camerieri e lavapiatti nei ristoranti, scaricatori nei porti, guardiani di notte nelle fabbriche (*La Stampa*, «Essere stranieri in Piemonte», 3.4.81). È evidente, in casi come questi, la logica dello sfruttamento dello straniero che vige in Italia come tampone di copertura dei lavori non accettati dagli autoctoni. Lo studente si confonde così col gruppo poderoso degli immigrati clandestini coi quali ha in comune il bisogno di lavorare, ma dai quali si differenzia per esigenze circoscritte al periodo breve dei suoi studi.

Le regolari assunzioni a tempo determinato o a carattere stagionale, riconoscendo loro tutti i diritti che i contratti-capestro attualmente negano, permetterebbero non solo di ottenere sussidi allo studio ma di acquisire una formazione sindacale utile al momento del rientro. È quanto emerso in una relazione del rappresentante della regione Lombardia, Assessorato al lavoro, alla II[a] Conferenza regionale dell'emigrazione.

L'Università di Perugia, cui approda la maggioranza degli studenti dal Terzo Mondo, col suo tessuto cittadino manifesta con chiarezza la dimensione «immigrazione per motivi di studio», recepita esclusivamente sotto l'aspetto speculativo. La città cede a denti stretti e a prezzi salati cameroni dove un letto costa fino a 50 mila lire al mese, cantine e soffitte. Questi luoghi accolgono questo o quel gruppo etnico, costituendo cellule ghetto caratterizzate dalla povertà.

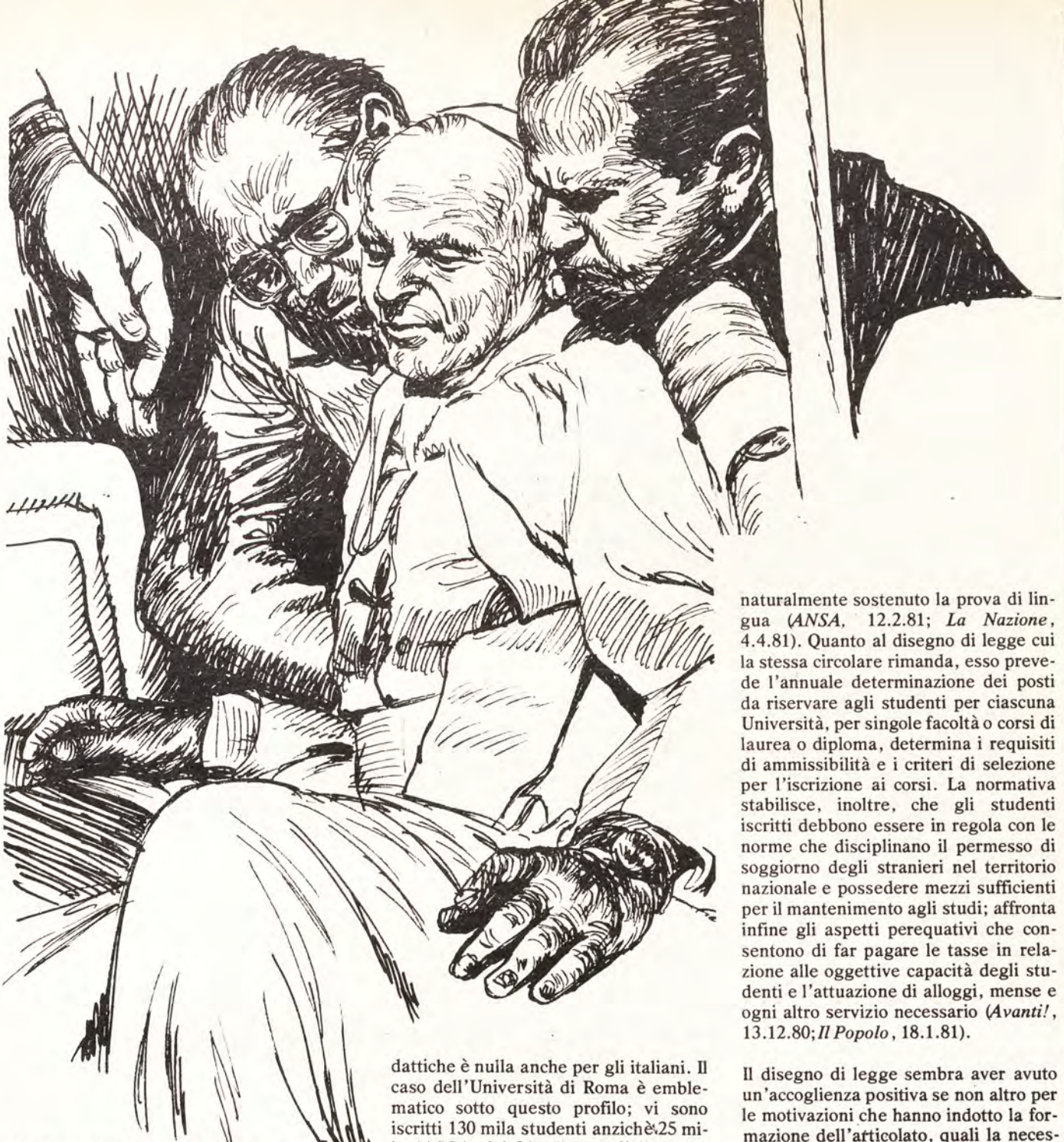
In questo stato di disagio, alleviato dalle iniziative della Curia e del Comune, che forniscono un minimo di assistenza, è facile il prodursi di tensioni, che qualcuno definisce il terreno propizio per l'inseminazione del terrorismo (*Il Giornale*, «L'Università di Perugia crocevia del terrorismo», 19.5.81).

La concentrazione degli studenti a Perugia, un tempo sede dell'élite universitaria occidentale, è effetto di un errore politico. Quando il governo scelse la Università per i corsi di lingua italiana necessari per l'iscrizione negli atenei italiani, non esistevano le strutture necessarie per dare alloggio e assistenza ad una popolazione così consistente, che si è dovuta adattare alle situazioni suaccennate («Sono troppi gli studenti in Italia», *Amicizia-studenti esteri*, 5-6 maggio 1980).

La concentrazione in alcune Università e l'aumento costante degli studenti stranieri (nell'anno 80-81 ci sono state 9000 richieste di immatricolazione) hanno spinto il governo, con un disegno di legge presentato in Parlamento in febbraio, a rivedere e regolare tutta la materia: un provvedimento urgente, data la mancanza di un articolato complessivo, sostituito finora da circolari che hanno tamponato ma tutt'altro che risolto le difficoltà. L'ultima, in ordine di tempo, è la circolare emanata dal Ministro della Pubblica Istruzione Bodrato, nel novembre 80, che anticipa i contenuti del disegno di legge governativo.

A decorrere dall'anno accademico 1981-82, gli stranieri sono ammessi secondo un contingente di posti risultanti dalle deliberazioni delle singole sedi universitarie per ciascun corso di laurea, in relazione al grado di recettività dei locali e delle attrezzature. Secondo la circolare ogni università italiana deve indicare quanti studenti è in grado di accogliere. Questi dati devono essere quindi comunicati alle ambasciate italiane all'estero, così da mettere in condizione gli studenti di inviare la domanda di iscrizione accompagnata dal proprio curriculum, per essere poi convocati dall'Università scelta al fine di sostenere l'esame di lingua.

Chi supera la prova potrà ottenere la immatricolazione secondo le disponibilità comunicate. In graduatoria verrà data precedenza agli studenti che abbiano partecipato ai concorsi di ammissione negli atenei dei loro Paesi e che, pur avendo superato la prova, non hanno trovato accoglienza in conseguenza del numero chiuso. Seguiranno i profughi, i cittadini della comunità europea, i



L'ATTENTATO AL PAPA HA RILANCIATO CLAMOROSAMENTE IL PROBLEMA DEGLI STUDENTI STRANIERI IN ITALIA

cittadini dei paesi in via di sviluppo che non abbiano istituzioni scolastiche (*Il Giorno*, 6.12.80; *Umanità, Giornale d'Italia*, 24.1.81).

A parere degli studenti stranieri, la circolare limita drasticamente il numero delle iscrizioni, instaurando il numero chiuso. Il riferimento al grado di ricettività delle strutture è infatti a loro parere un provvedimento specioso, dato che la funzionalità delle strutture didattiche è nulla anche per gli italiani. Il caso dell'Università di Roma è emblematico sotto questo profilo; vi sono iscritti 130 mila studenti anzichè 25 mila (*ASCA*, 6.3.81). Il sovraffollamento non dipende comunque dagli studenti esteri. Gli studenti, nel timore di un forzoso rientro in patria, hanno reagito in alcuni casi con lo sciopero della fame come a Perugia e Siena (*Corriere della Sera, Tempo, Stampa*, 12.3.81; *La Repubblica*, 10.3.81).

La maggior parte di essi è venuta in Italia avendo ricevuto assicurazione dai consolati che potevano iscriversi senza problemi. Nessuno sapeva della circolare (*Panorama*, 6.4.81; *Amicizia-studenti esteri*, XVIII, 4 aprile 1981). Il malcontento sembra aver dato esito positivo per la manifestata disponibilità del Sottosegretario alla Pubblica Istruzione a consentire le iscrizioni ai vari atenei italiani per l'anno 1981-82 a quegli studenti che risulteranno preiscritti alla data del 16 aprile 81, dopo avere naturalmente sostenuto la prova di lingua (*ANSA*, 12.2.81; *La Nazione*, 4.4.81). Quanto al disegno di legge cui la stessa circolare rimanda, esso prevede l'annuale determinazione dei posti da riservare agli studenti per ciascuna Università, per singole facoltà o corsi di laurea o diploma, determina i requisiti di ammissibilità e i criteri di selezione per l'iscrizione ai corsi. La normativa stabilisce, inoltre, che gli studenti iscritti debbono essere in regola con le norme che disciplinano il permesso di soggiorno degli stranieri nel territorio nazionale e possedere mezzi sufficienti per il mantenimento agli studi; affronta infine gli aspetti perequativi che consentono di far pagare le tasse in relazione alle oggettive capacità degli studenti e l'attuazione di alloggi, mense e ogni altro servizio necessario (*Avanti!*, 13.12.80; *Il Popolo*, 18.1.81).

Il disegno di legge sembra aver avuto un'accoglienza positiva se non altro per le motivazioni che hanno indotto la formazione dell'articolato, quali la necessità di razionalizzare il flusso crescente degli studenti, la necessaria distribuzione nelle Università esistenti, un maggiore rigore nella selezione, ecc. (vedi i due giornali appena citati e *La Repubblica*, 26.2.81; *Panorama*, 6.4.81).

Non mancano voci di protesta, sempre da parte degli studenti italiani e stranieri che si battono per una diversa organizzazione del sistema universitario e il diritto internazionale allo studio. Nel disegno di legge essi scorgono l'intenzione di instaurare «in maniera strisciante un *numerus clausus* facendolo passare attraverso il falso argomentare delle disponibilità, che si oppone all'immagine di quell'Italia internazionalista europeista e alla sua volontà di cooperazione con i Paesi del Terzo Mondo (*Avanti!*, 12.5.81).

CRONACA PARLAMENTARE

M.Laura Vannicelli

CAMERA

PROPOSTE DI LEGGE AVANZATE DAI DEPUTATI

9 aprile - Preti ed altri: *Esercizio del diritto di voto dei cittadini italiani all'estero* (2523).
Gravaglia ed altri: *Norme sull'adozione in Italia dei minori stranieri* (2538).

DISEGNI DI LEGGE PRESENTATI DAL GOVERNO

13 aprile - Dal Ministro degli Affari Esteri: *Ratifica ed esecuzione del protocollo aggiuntivo alla convenzione europea di assistenza giudiziaria in materia penale, adottato a Strasburgo il 17 marzo 1978* (2529);

12 maggio - *Approvazione ed esecuzione dell'accordo di cooperazione tecnica tra l'Italia ed il Brasile e del relativo scambio di note, firmati a Brasilia, rispettivamente, il 30 ottobre 1972 e il 18 novembre 1977* (2584);

6 giugno - *Ratifica ed esecuzione della convenzione sul riconoscimento degli studi e dei diplomi relativi all'insegnamento superiore negli Stati della Regione Europa, adottata a Parigi il 21 dicembre 1979* (2560);

Approvazione dello scambio di note tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria sul riconoscimento dei titoli accademici, concluso a Vienna il 24 luglio 1972 (2651);

8 giugno - Dal Presidente del Consiglio dei Ministri e dal Ministro della Pubblica Istruzione, ai sensi dell'articolo 77: *Conversione in legge del decreto-legge 6 giugno 1981, n. 281, recante proroga degli incarichi del personale docente, educativo e non docente delle scuole materne, elementari secondarie, artistiche e delle istituzioni educative nonchè delle istituzioni scolastiche e culturali italiane all'estero* (2654). Questo disegno di legge è stato successivamente assegnato alla VIII Commissione (Istruzione) in sede referente.

PROGETTI DI LEGGE TRASMESSI ALLE COMMISSIONI IN SEDE REFERENTE

15 aprile - S. 1163 - *Ratifica ed esecuzione della convenzione fra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica di Colombia per evitare la doppia imposizione sui redditi e sul patrimonio afferente all'esercizio della navigazione marittima ed aerea, firmata a Bogotà il 21 dicembre 1979 con scambio di note* (approvato dal Senato) (2507) (con parere della I, della V, della VI e della X Commissione);

28 aprile - Alla prima Commissione (affari Costituzionali). Tremaglia ed altri: *Norme per la corresponsione dell'indennità integrativa speciale ai pensionati e ai mutilati ed invalidi di guerra residenti all'estero* (2482) (con parere della III, della V e della VI Commissione);

26 maggio - Alle Commissioni riunite I (Affari Costituzionali) e XIII (Lavoro). Migliorini ed altri: *Norme per la ricostituzione delle posizioni assicurative previdenziali dei lavoratori italiani rimpatriati dalla Libia* (2537) (con parere della II, della V e della VI commissione);

3 giugno - Alla III Commissione (Esteri): *Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra Italia e Spagna in materia di sicurezza sociale e accordo amministrativo per l'applicazione della convenzione, firmati a Madrid il 30 ottobre 1979* (2454) (con parere della I, della V, della XIII Commissione).

TRASMISSIONE DI PROGETTI DI LEGGE DALLA SEDE REFERENTE ALLA SEDE LEGISLATIVA

21 maggio - Alla II Commissione permanente (Interni) sono stati assegnati in sede legislativa i seguenti disegni di legge già assegnati in sede referente:
S. 149-24 - Senatore Gherbez ed altri; Mancino ed altri: *Normativa organica per i profughi* (testo unificato approvato dal Senato) (2319); Foschi ed altri: *Normativa organica per i profughi* (361); Alinovi ed altri: *Normativa organica per i profughi* (841).

SEDUTE DI ASSEMBLEA

Nella seduta del 21 maggio sono stati approvati i seguenti progetti di legge:
S.931 - *Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa alla istituzione di un sistema di registrazione dei testamenti, firmata a Basilea il 16 maggio 1972* (modificato dal Senato) (682-B);

Ratifica ed esecuzione della convenzione di estradizione tra la Repubblica italiana e il Regno del Belgio, firmata a Bruxelles il 29 novembre 1978 (1538);

S. 1010 - *Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo aggiuntivo, firmata a Tunisi il 16 maggio 1979* (approvato dal Senato) (2309);

S.1197 - *Ratifica ed esecuzione del protocollo recante modifiche alla convenzione tra la Repubblica italiana ed il Giappone per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito, firmato a Roma il 14 febbraio 1980* (approvato dal Senato) (2511).

ATTIVITA' DELLE COMMISSIONI

6 maggio - La II Commissione permanente (Affari Interni) ha esaminato in sede legislativa, sotto la presidenza del presidente Mammì e con l'intervento del Sottosegretario per l'Interno Sanza il seguente disegno di legge e la proposta di legge: *Modifiche ed integrazioni degli articoli 5, 6 e 10 della legge 13 agosto 1980, n. 466* (2157) (Parere della I e della V Commissione).

Lodi Faustini Fustini ed altri: *Estensione ai cittadini stranieri delle erogazioni monetarie previste dall'articolo 5 della legge 13 agosto 1980, n. 466* (2118) (parere della I, della III e della V commissione).

Il presidente Mammì, nella sua qualità di relatore, ha riferito sui provvedimenti all'orgine del giorno, osservando che il disegno di legge estende i benefici della legge 13 agosto 1980, n. 466, anche agli stranieri e apolidi, vittime di azioni terroristiche (e ciò costituisce il

contenuto della proposta di legge n. 2118), prevede la concessione di tali benefici anche ai figli delle vittime non conviventi, fa retroagire i benefici al 1° gennaio 1969, ricomprendendo così le vittime dell'attentato di Piazza Fontana. Espresso l'avviso che sia opportuno far retroagire ulteriormente le provvidenze della legge n. 466 per gli appartenenti alle forze dell'ordine e le loro famiglie, ha posto il problema del cumulo con analoghe provvidenze stabilite da altre leggi nel passato. È opportuno seguire il criterio di defalcare puramente e semplicemente dalla somma di cento milioni, prevista dalla legge n. 466, le somme già percepite oppure è opportuno tenere conto nell'operazione di tali somme rivalutate al valore attuale della moneta?

Il Sottosegretario per l'Interno Sanza concordando con le valutazioni complessive espresse dal relatore, ha espresso l'avviso che una rivalutazione delle somme già percepite in base a leggi in vigore precedentemente alla 466 del 1980 porrebbe concreti problemi di attuazione della legge.

Il deputato Gualandi ha espresso il consenso del gruppo comunista al disegno di legge in esame, sostenendo che l'estensione dei benefici agli stranieri ed apolidi appare una decisione doverosa.. Ha espresso quindi dubbi sulla previsione di un criterio di rivalutazione di indennità già percepite in passato da appartenenti alle forze dell'ordine.

I deputati Ferrari Marte e Vietti hanno espresso il consenso dei gruppi socialista e democristiano al disegno di legge, sottolineando che la previsione di una rivalutazione delle indennità già percepite ritarderebbe l'approvazione della legge.

Dopo una breve replica del Presidente, la Commissione delibera di trasmettere alla commissione Bilancio per il necessario parere alcuni emendamenti agli articoli 3 e 4.

Il seguito della discussione del disegno di legge e della proposta di legge è quindi rinviato ad altra seduta.

La V Commissione permanente (Bilancio e Programmazione-Partecipazioni Statali) esamina il disegno e la proposta di legge suaccennati, il 19 maggio, esprimendo parere favorevole.

Ancora il 20 maggio il disegno e proposta di legge accennati sono stati presi in esame dalla Commissione permanente Affari Costituzionali, che esprime parere favorevole.

6 maggio - La III Commissione permanente (Affari Esteri), sotto la presidenza del presidente Andreotti e con l'intervento del Sottosegretario per gli Affari Esteri, Gunnella, ha esaminato in sede consultiva le seguenti proposte di legge:
Foschi ed altri: *Normativa organica per i profughi* (361);
Alinovi ed altri: *Normativa organica per i profughi* (841);
Senatori Gherbez ed altri; Mancino ed altri: *Normativa organica per i profughi* (2319) (parere alla II Commissione).

Il relatore Pisoni ha ricordato preliminarmente che nella passata legislatura era stato approvato dal Senato un testo analogo, ora ripreso dallo stesso consesso il quale ha unificato varie iniziative parlamentari in un nuovo testo che si discosta in alcune parti da quello approvato nella precedente legislatura, ma che comunque ha avuto l'assenso unanime di tutti i gruppi. Ha ricordato inoltre che questa normativa organica incide su una notevole mole di leggi preesistenti in verità non abrogandole esplicitamente, ma solo nei limiti di compatibilità. Ciò premesso ha illustrato analiticamente il testo del Senato e concluso proponendo di esprimere parere favorevole sul provvedimento n. 2319 e sugli altri due, nella parte compatibile col primo. Dopo alcune richieste di chiarimenti formulate da parte dei deputati Ajello, Lombardi e Chiovini — la quale preannuncia anche l'assenso del gruppo comunista — ai quali ha risposto il relatore Pisoni, è intervenuto il Sottosegretario Gunnella il quale, premesso che il suo dicastero esprime parere favorevole sul complesso del provvedimento, ha rilevato che sarebbe opportuno suggerire nel parere alcune modifiche al testo del Senato e precisamente all'art, 4, all'art, 17 e all'art, 32. Il presidente, nel ringraziare il Governo per l'apporto dato, ha notato che i suggerimenti forniti dal Sottosegretario Gunnella potrebbero essere più utilmente esposti alla Commissione di merito che ha già in corso l'esame del provvedimento, attinendo a profili di competenza della stessa.

La Commissione ha approvato quindi la proposta del relatore di esprimere parere favorevole nei limiti indicati.

Le stesse proposte di legge sono state inoltre esaminate dalla V Commissione permanente il 19 maggio sotto la presidenza del Vicepresidente Gianfranco Orsini. Il comitato nella seduta in questione, su proposta del relatore Gianfranco Orsini ha deliberato di esprimere parere favorevole alla proposta di legge n. 2319, nei limiti del precedente stanziamento.

13 maggio - La III Commissione permanente (Affari Esteri), sotto la presidenza del presidente Andreotti, coll'intervento del Sottosegretario per gli Affari Esteri Gunnella ha esaminato in sede consultiva il disegno di legge: *Ammissione degli studenti stranieri alle Università italiane* (2316) (parere alla VIII Commissione).

Il relatore Malfatti ha illustrato il provvedimento rilevando che la materia necessita di una disciplina molto oculata perchè di fronte alle limitazioni di molti paesi all'ammissione di studenti alle proprie università, vi è la posizione di altri più liberali (come il nostro) in cui rifluiscono quelli non accolti dai primi. Ciò non significa invocare una politica di chiusura degli accessi, ma un loro adeguamento alle possibilità di recezione. Il punto innovativo maggiore del provvedimento è la programmazione degli accessi degli studenti stranieri e la previsione che vi siano accordi internazionali o atti formali interni che prevedano la possibilità di iscrizione, oltre la conoscenza della lingua italiana per la quale ha auspicato che sia meglio disciplinato l'accertamento.

Si è dichiarato altresì favorevole al meccanismo di pagamento delle tasse che giustamente differenzia la situazione tra studenti stranieri e studenti comunitari. Concludendo ha proposto di esprimere parere favorevole.

Il deputato Giuliano ha ricordato che il problema nasce dalla liberalizzazione degli accessi all'Università che ha determinato un forte riflusso nelle Univer-

sità italiane di studenti di paesi nei quali è prevista una prova di accesso alla stessa e che ciò ha creato problemi molto seri di strutture e servizi. Le soluzioni prospettate non sono perfette ma comunque possono giovare alla soluzione specie se garantiranno almeno la conoscenza della lingua italiana.

Il deputato Bottarelli ha affermato che il suo gruppo nutre molte perplessità sul provvedimento che dovrebbe essere approfondito in riferimento alla politica estera italiana in materia: l'afflusso degli studenti stranieri deve infatti essere finalizzato agli obiettivi di questa e perciò dovrebbe essere indirizzato a favorire i paesi emergenti o dell'area mediterranea e non quelli comunitari perchè nella scelta delle aree di provenienza devono prevalere le linee di politica estera, in particolar modo gli accordi di cooperazione. Data la complessità della materia ha ritenuto opportuno che la Commissione possa ulteriormente riflettere sul provvedimento.

Il deputato Lombardi Riccardo, ha condiviso le osservazioni del deputato Bottarelli rilevando peraltro che se l'ammissione alle Università fosse condizionata da accordi internazionali, gli studenti ostacolati dai propri governi non sarebbero mai accolti nelle nostre Università. I problemi sono quindi molto complessi ma da affrontare nella Commissione di merito mentre la Commissione Esteri potrebbe limitarsi ad un parere favorevole.

Il deputato Ajello ha rilevato che l'ampia liberalità di accesso — cui personalmente è favorevole — urta con il problema delle disponibilità. Inoltre è da considerare che il meccanismo di limitazione dei posti può essere controproducente in quanto il provvedimento prevede una doppia incentivazione per gli studenti dei paesi sviluppati a sfavore di coloro che provengono dal Terzo Mondo, con i quali il rapporto può essere più remunerativo sia in termini di formazione della classe dirigente che umanitari. Per questi motivi ha ritenuto utile un rinvio per consentire la redazione di un parere più articolato.

Il presidente ha rilevato che dal dibattito emerge l'opportunità che il relatore valuti le varie osservazioni e predisponga uno schema di parere scritto da sottoporre alla Commissione.

Il Sottosegretario Gunnella ha comunicato che il suo dicastero richiama l'attenzione su tre punti specifici concernenti, il primo, l'articolo 6, quarto comma, per la dizione «italiani non appartenenti alla Repubblica», che ha sollevato perplessità nelle autorità svizzere riferendosi essa agli studenti ticinesi, oltre a quelli istriani. Si dovrebbe quindi trovare una diversa formulazione che eviti tali preoccupazioni.

Il deputato Ajello rileva che si potrebbe parlare di «cittadini stranieri di lingua italiana».

Il Sottosegretario Gunnella, proseguendo afferma che sarebbe poi opportuno escludere dai limiti previsti dal contingente i borsisti provenienti dai Paesi in via di sviluppo, in quanto questi costituiscono la quasi totalità dei fruitori di nostre borse di studio. La terza questione concerne l'omissione dalla categoria preferenziale di studenti stranieri dei rifugiati ed infine l'inserimento di un comma aggiuntivo all'articolo 10 che faccia salve le disposizioni specifiche in materia di assistenza medica ed ospedaliera previste dalle Convenzioni internazionali stipulate dall'Italia.

Il relatore Malfatti, espresse perplessità tecniche su quest'ultima proposta, ha replicato brevemente agli intervenuti, rilevando che per gli europeisti convinti si pongono problemi per una eventuale discriminazione degli studenti comunitari, mentre si dichiara d'accordo sulla proposta circa i borsisti, pur rilevando che si dovranno allora indicare i principi, i corsi e le facoltà in cui ammettere i fuori quota. Si è riservato comunque di predisporre uno schema di parere articolato per la prossima seduta. Il Presidente rinvia l'esame ad altra seduta.

SENATO

DISEGNI DI LEGGE PRESENTATI DAL GOVERNO

14 maggio - Dal Ministero degli Affari Esteri: *Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra Italia e Argentina per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Roma il 15 novembre 1979* (1436).

23 maggio - Dal Ministro degli Affari Esteri: *Ratifica ed esecuzione dell' accordo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo degli Stati Uniti Messicani in materia di riconoscimento di studi, diplomi, titoli e gradi accademici, firmato a Città del Messico il 28 novembre 1980* (1446).

DISEGNI DI LEGGE TRASMESSI DALLA CAMERA DEI DEPUTATI

C. 1538 - *Ratifica ed esecuzione della Convenzione di estradizione tra la Repubblica italiana e il Regno del Belgio, firmata a Bruxelles il 29 novembre 1978* (1450) (approvato dalla Camera dei deputati).

ATTIVITA' DELLE COMMISSIONI

9 aprile - La 1ª Commissione (affari Costituzionali) sotto la presidenza del Presidente Murmura, ha esaminato in sede referente i seguenti disegni di legge: *Nuove norme in materia di cittadinanza* (433) d'iniziativa dei senatori Jervolino ed altri; *Modifiche alla legge 13 giugno 1912, n. 555, concernente attribuzione della cittadinanza italiana* 1005) d'iniziativa dei senatori Boniver ed altri; *Nuove norme sulla cittadinanza* (1140). Ha riferito sui provvedimenti il senatore Mazza. Questi, dopo aver illustrato il quadro della legislazione vigente ed avere spiegato i motivi che sollecitano un adeguamento delle vecchie norme, ha precisato che in aggiunta a quelli già deferiti all'esame della Commissione, c'è un progetto di legge presentato dal Gruppo comunista in corso di stampa e sul quale avrà modo di riferire non appena perfezionata l'assegnazione.

L'oratore ha sottolineato però che nel corso del dibattito è opportuno adottare come testo base quello presentato dal Governo, più organico e completo degli altri. Tra gli scopi del disegno di legge governativo è particolarmente rilevante quello di parificare lo *status civitatis* dei coniugi abolendo ogni preferenza per quello del marito. Dopo aver dato conto degli ulteriori criteri che ispirano il progetto del Governo il cui contenuto è organico ed in armonia con i principi della carta costituzionale, ha dichiarato che gli altri progetti di legge non differiscono sostanzialmente da questo, salvo per quanto attiene alla automaticità dell'acquisto della cittadinanza da parte del coniuge straniero. Soffermatosi sulle negative conseguenze che siffatta automaticità comporterebbe, il relatore ha concluso affermando che il disegno di legge n. 1140, presentato dal Governo merita il consenso della Commissione anche se non mancherà la possibilità di apportare ulteriori miglioramenti al testo. Il presidente ha quindi sottolineato l'esigenza di procedere ad un celere approfondimento dei provvedimenti all'esame e, in attesa che pervengano i prescritti pareri da parte delle Commissioni 2 e 3, propone di differire il seguito del dibattito.

La senatrice Tedesco Tatò è quindi intervenuta pregando il presidente della Commissione di richiedere al servizio studi del Senato l'approntamento di un fascicolo di documentazione in materia di cittadinanza, con particolare riferimento alla legislazione vigente nei Paesi della CEE ed alle convenzioni tra questi intervenute. Il Presidente, dopo aver dato assicurazione circa la soddisfazione della richiesta, rinvia il seguito dell'esame.

SEDUTA DI ASSEMBLEA

20 maggio - Sono stati approvati senza discussione gli articoli dei seguenti disegni di legge e i disegni nel loro complesso: *Ratifica ed esecuzione dell'Accorso di sede in materia di sicurezza sociale fra il Governo della Repubblica italiana e l'Organizzazione Internazionale del Lavoro, firmato a Roma il 29 luglio 1870* (1304); *Ratifica ed esecuzione del secondo Accordo aggiuntivo alla Convenzione fra la Repubblica italiana e la Confederazione svizzera relativa alla sicurezza sociale del 14 dicembre 1980* (1317).

Nella seduta del *4 giugno* è stato quindi discusso il disegno di legge n. 1432 e approvato, con modificazioni, con il seguente titolo: *Conversione in legge, con modificazioni, del decreto legge 8 maggio 1981, n. 208, concernente misure urgenti in materia di assistenza sanitaria ai cittadini italiani all'estero ed al personale navigante*.

I citati disegni di legge sono stati quindi trasmessi alla Camera dei deputati in data 21 maggio, i primi due, e in data 5 giugno, il terzo.

DOCUMENTI:

"Bambini e giovani italiani e tedeschi a Dortmund"

Si è tenuto a Dortmund nei giorni 20-27 maggio 1981 la 24ª «Auslandskulturtage», la settimana della cultura straniera, che la città organizza ogni anno fin dal 1957. L'edizione di quest'anno era dedicata all'Italia. Nell'ambito della settimana, che ha visto svariatissime manifestazioni culturali e folkloristiche, si è tenuto pure un seminario sul tema «Bambini e giovani italiani e tedeschi a Dortmund». Al seminario parteciparono funzionari delle regioni Umbria e Lazio, in cui sono stati avviati programmi di reinserimento per alunni rientrati dall'emigrazione, studiosi e operatori scolastici italiani e tedeschi. Presentiamo qui i documenti conclusivi dei gruppi di studio che hanno approfondito i temi: scuola - tempo libero - servizi sociali e culturali.

GRUPPO "SERVIZI SOCIALI E CULTURALI"

1. Il gruppo di studio italo-tedesco ha considerato innanzitutto la peculiarità dell'emigrazione italiana, che soffre di complesse contraddizioni di ordine culturale.

Ciò comporta innanzitutto un'inadeguatezza nelle risposte che gli emigrati danno all'ambiente: disinformazione nei riguardi delle strutture e dei servizi disponibili e, forse più grave, una difficoltà opposta sia all'integrazione sia alla rivalutazione di un'adeguata identità culturale.

Gli emigrati italiani osservati a Dortmund sono portati a non utilizzare in pieno la normativa predisposta, e a trasferire le difficoltà culturali e sociali anche e maggiormente nella 2a generazione, che è così schiacciata fra due modelli in contrasto.

È per questo che il gruppo di studio italo-tedesco, pur cosciente che occorra potenziare i servizi sociali a favore degli emigrati come di seguito descritto, pone in evidenza la problematicità di un reale successo a breve termine di qualunque intervento integrativo.

2. Il gruppo ritiene che la creazione di un Servizio Sociale specifico potrebbe favorire l'inserimento degli emigrati nella vita sociale, nella scuola e nelle attività di tempo libero. Propone pertanto l'istituzione di un servizio sociale di assistenza presso l'ufficio scuola della città e l'aumento di assistenti sociali, specializzati e stabili, presso il Consolato italiano. Tale servizio sociale potrebbe occuparsi di:
— informare le famiglie italiane — anche con visite domiciliari — delle possibilità di frequenza e delle norme per le iscrizioni alla scuola materna;
— svolgere un'azione di stimolo alla frequenza costante alla scuola materna tedesca vista come l'occasione più semplice per apprendere la lingua e per facilitare il successivo inserimento scolastico. Si auspica inoltre l'inserimento di collaboratori stranieri nelle scuole materne tedesche affinchè possano prendere contatto con le famiglie dei ragazzi stranieri presenti nella scuola;
— stimolare la partecipazione dei genitori alle riunioni che organizza la scuola;
— seguire i singoli ragazzi italiani che sono inseriti nelle scuole speciali e tenere contatti con le loro famiglie.

Per svolgere i compiti su indicati ed altri analoghi, si richiede un aggiornamento professionale degli assistenti sociali che si dovranno occupare di questo settore di attività.

3. La delegazione italo-tedesca propone inoltre un potenziamento del Centro Italiano e delle varie associazioni di italiani all'estero con la partecipazione di adeguate e permanenti équipe miste (operatori italiani e tedeschi) con la funzione di rendere tali centri non solo aggreganti ma anche e soprattutto idonei per un servizio di informazione, animazione e formazione. In questo contesto occorre predisporre corsi di alfabetizzazione e di cultura per adulti, in relazione al forte analfabetismo riscontrato soprattutto fra le donne, e un servizio di carattere socio-sanitario sul modello dei consultori operanti in Italia.

Uno degli scopi principali di questi Centri deve essere quello di far avvicinare gli emigrati italiani alla cultura tedesca, senza le difficoltà derivanti da una svalutazione della propria identità culturale.

GRUPPO " TEMPO LIBERO"

A — Il gruppo italo-tedesco interessato al problema del tempo libero, riunitosi per una valutazione conclusiva dei problemi emersi durante questi giorni di esperienze e di dibattiti, constata:
— che nella città di Dortmund si è cercato con notevoli sforzi di fare una politica per i giovani, creando numerose strutture articolate secondo i diversi tipi di esigenze;
— che, pur essendo notevole il numero di tali strutture, tuttavia non sono ancora sufficienti per rispondere alle giuste esigenze della popolazione infantile e giovanile della città;
— che la gioventù a cui sono destinate non rappresenta solo i giovani tedeschi, ma potenzialmente anche migliaia di giovani di famiglie immigrate da vari paesi, tra cui l'Italia;

— che esistono dei grossi problemi per integrare tale fascia di bambini e giovani nella cultura e nella vita tedesca;
— che tale difficoltà si riscontra per tutti i giovani, ma soprattutto per le ragazze. Queste, infatti, provenienti da situazioni culturali molto differenti, non riescono ad inserirsi nei vari centri anche perchè il loro ruolo, in seno alle loro famiglie, è molto più rigido e determinato che non quello dei maschi;
— che esistono anche molte altre associazioni, in particolare quelle sportive, che cercano di avvicinare anche giovani stranieri per integrarli e farli partecipare.

B — Trattandosi di strutture aperte e libere a tutti i giovani, di fatto, al di là di ogni volontà politica degli organizzatori, sono più facilmente frequentate da giovani che riescono a recepire certi messaggi socio-culturali e certi modelli di comportamento. Restano invece esclusi coloro che, pur avendo un maggior bisogno di socializzarsi, non riescono facilmente ad integrarsi. Causa di questo ne sono le differenze sociali, linguistiche e culturali in cui sono inseriti.

È necessario quindi rendersi conto di quanto segue:

a) chi e quanti sono i frequentanti provenienti da famiglie di immigrati;
b) quali sono le zone più frequentate da questi ragazzi e se la frequenza è dovuta a problemi di distanze, per trovare amici del proprio paese o se è dovuta a situazioni di fuga dalla propria realtà;
c) quanti sono i bambini stranieri che frequentano gli «spazi d'avventura» e quali sono le motivazioni che spingono le loro famiglie a farli frequentare;
d) come è programmato e che impegno personale comporta l'adesione ad un centro giovanile;
e) infine quali rapporti esistono tra le strutture giovanili e infantili e le famiglie di provenienza degli immigrati.

È chiaro che tutto ciò deve essere rilevato in funzione di aumentare:
— l'integrazione del giovane nella società in cui vive;
— il legame con una cultura che ha secoli di tradizione e da cui non si deve sentire emarginato.

C — Ci si è domandati se il tipo di intervento fatto attualmente nelle strutture create per i giovani risponda veramente alle esigenze della loro crescita sociale e culturale.

Si è arrivati alla conclusione che forse tutta l'impostazione è troppo settoriale: manca cioè di una visione unitaria della situazione non solo giovanile, ma di tutta la popolazione.

Forse nella progettazione manca il riferimento all'ambiente e quindi i giovani usano le strutture, ma non le sentono come proprie e come risposta ai loro reali bisogni.

Forse, quindi, bisognerebbe aprirsi di più al territorio e dare maggiore elasticità organizzativa ai vari centri.

Pedagogicamente sarebbe più giusto partire da una visione globale dei fatti per poi giungere al particolare e quindi partire dai problemi e dalla conoscenza di tutto il quartiere per affrontare seriamente quello del tempo libero.

D — Da quanto detto fin qui possono scaturire delle proposte concrete e delle linee di tendenza sui futuri interventi atti a realizzare nuove strutture o a modificare le vecchie.

Si renderebbe necessario:
— il cambiamento della mentalità dell'animatore, che deve essere formato ad avere una visione ampia dei problemi e della realtà;
— partire dai piccoli centri di quartiere raggiungibili da tutta la popolazione in breve tempo;
— impostare una forma di animazione che tenga conto delle molte problematiche esistenti e spingere alla conoscenza ed alla partecipazione;
— specialmente le feste dovrebbero coinvolgere tutti gli abitanti del quartiere, anche partendo dai bambini e dai giovani;
— fare una propaganda positiva con contatti diretti negli ambienti giovanili e nelle famiglie, specialmente di immigrati, per far conoscere le strutture esistenti, anche sportive, e i loro programmi.

Inoltre, anche attraverso volantini e i giornali di informazione, occorrerebbe far passare le notizie che riguardano questi problemi.

Il Gruppo pensa che, partendo da questi presupposti, l'attuale strutturazione delle attività culturali giovanili di Dortmund potrà dare risultati qualitativamente e quantitativamente più generosi di quanto non sia stato fino ad ora.

GRUPPO " SCUOLA"

O. *Sul problema dell'integrazione*

Il gruppo di studio italo-tedesco, acquisita una informazione sulla direttiva CEE del 25 luglio 1977 e sulle varie raccomandazioni federali e regionali, in particolare quelle del Memorandum KUHN, prende atto della politica scolastica della Repubblica Federale di Germania e in special modo della Regione del Nordreno-Vestfalia, alla cui base sta un concetto di integrazione aperto anche verso il paese d'origine.

1. *Scuola cosiddetta normale*

Approfondendo tale concetto, il gruppo di studio ritiene che esso debba intendersi come *equilibrio dinamico* tra i due contesti socioculturali che la vicenda migratoria ha parzialmente sovrapposto, attraverso quei preocessi socio-

educativi che hanno avuto inizio nel paese d'origine e/o nel paese di immigrazione.

Per la ragione sueposta, la scuola deve contribuire quindi allo sviluppo delle *attitudini* degli alunni appartenenti alle famiglie migranti, affinchè:

a. questi partecipino pienamente alla vita politica ed economica della Repubblica Federale di Germania
b. e possano reinserirsi completamente nella società italiana, sempre che questi ritornino in patria.

Nel suo intervento, la scuola deve partire dalla situazione reale delle famiglie migranti qui residenti, tenendo in particolare conto le differenti norme e modalità di socializzazione proprie della cultura tedesca e di quella italiana. Obiettivo precipuo della scuola deve essere anzitutto quello di evitare la formazione, sia di una *personalità germanizzata*, sia di una personalità orientata soltanto verso modelli socioculturali tipicamente italiani.

In concreto l'intervento scolastico deve dare all'alunno, figlio di famiglie migranti, da una parte la possibilità di liberarsi da quella *identità indifferenziata* e dall'altra aiutarlo nella formazione di una precisa e chiara identità psicosociale.

Un tale modello di integrazione comporta precise conseguenze nel campo della integrazione scolastica; la scuola difatti, quale *comunità educante* di carattere istituzionale, deve inserire nella sua struttura cosiddetta normale i figli dei migranti, dando risposte di flessibilità strutturale e programmatica — mediante per esempio correzioni e/o integrazioni di carattere curricolare — ai loro specifici bisogni, senza creare tuttavia strutture parallele, capaci solo di appensatire o quanto meno di annullare ogni sforzo educativo, e ciò fin dalla scuola materna.

Il gruppo di studio è dell'avviso che, mantenendo le strutture scolastiche attuali - pur non essendo queste ideali, che permettono sempre però di raggiungere o, perlomeno, di avvicinarsi allo scopo sopra descritto — possono queste strutture stesse avere una funzione didattica, pedagogica e sociale veramente efficiente, solo se sotto forma di *classi di inserimento a raggruppamento nazionale*, in cui l'insegnante tedesco e quello italiano potrebbero avere la possibilità di un'organizzazione educativa nel senso previsto dalla teoria di una *educazione linguistica* (cfr. De Mauro, Sabatini, Simone, de Matteis ecc.), ma non in *classi a raggruppamento multinazionale*, in cui l'insegnante straniero verrebbe completamente eliminato dal quadro del corpo docente della scuola.

Soltanto applicando nella scuola questo concetto di *comunità educante* il gruppo di studio pensa che ci si possa avviare a risolvere quelle difficoltà di socializzazione che, dalle visite effettuate qui a Dortmund, ci è sembrato di intravvedere.

Si richiede pertanto il coinvolgimento e la partecipazione attiva di tutte le componenti interessate alla vita della scuola: *famiglia, docenti, alunni, personale non docente e strutture amministrative*, sia del paese ospitante che di quello delle famiglie italiane qui residenti.

2. *Scuola cosiddetta differenziale («Sonderschule»)*

Il gruppo di studio prende atto della diversità delle soluzioni adottate in Italia e nella Repubblica Federale di Germania in relazione al problema degli alunni portatori di «handicap». Pur registrando un progressivo miglioramento della situazione con una graduale riduzione della percentuale dei bambini italiani ammessi a questo tipo di scuola (percentuale che tuttavia rimane ancora la più elevata in rapporto a quella degli altri gruppi etnici residenti nella città di Dortmund), il fenomeno richiede, ad avviso del gruppo, urgenti interventi articolati nel seguente modo:

a. costituzione di servizi socio-psico-medico-pedagogici;
b. introduzione dell'insegnante di sostegno, che disponga di un adeguato numero di ore da utilizzare nell'insegnamento individualizzato, all'interno di ciascuna classe;
c. riduzione del numero degli alunni nelle scuole cosiddette normali per la formazione di classi in cui siano presenti alunni di origine straniera (nel nostro caso italiana) provenienti dalle classi differenziali.

3. *Corpo insegnante*

Particolare attenzione va dedicata, a parere del gruppo di studio, pure al personale insegnante — italiano e tedesco — così come all'aggiornamento di questo, con riferimento, in primo luogo, all'integrazione dei due corpi insegnanti.

4. *Ruolo della Regione italiana*

Un ruolo fondamentale, a parere del gruppo di studio, deve essere infine svolto dalle Regioni, particolarmente da quelle maggiormente interessate dal fenomeno migratorio. Esse dovrebbero predisporre, sia interventi atti a facilitare il *reinserimento*, sia occasioni di socializzazione (organizzazione di «stages», di soggiorni di vacanza in Italia, di scambi di gruppi giovanili ecc.) e servizi utili alla diversificazione delle proposte educative (borse di studio, scambi di insegnanti, gemellaggi di scuole, sussidi audiovisivi), predisponendo anche l'intervento del Fondo Sociale Europeo.

RASSEGNA DELLA STAMPA TEDESCA

DISTRIBUZIONE DEGLI STRANIERI NELLE SCUOLE

Ad avviso della federazione renano-vestfalica del Partito Liberaldemocratico (FDP) l'aliquota di bambini stranieri nelle classi scolastiche tedesche non deve superare il livello del 33%. Nei casi in cui questo «limite» è già stato superato, o sta per esserlo, i giovani stranieri dovrebbero venire distribuiti, con un sistema di autobus, in altre scuole, nelle quali questa aliquota non sia stata ancora raggiunta. Il presidente della federazione FDP della Renania/Vestfalia, Burkhard Hirsch, ha articolato recentemente queste richieste del suo partito, sottolineando che la forte aliquota di alunni stranieri nelle classi tedesche induce con sempre maggior frequenza i genitori tedeschi a togliere da tali scuole i propri figli. In tal modo l'integrazione urgentemente necessaria della cosiddetta «seconda generazione» di stranieri viene resa ancor più difficile, per non dire impossibile.

Hirsch e Wolfgang Heiz, vicepresidende del «Gruppo di Lavoro Parlamentare» della FDP — il centro delle discussioni di politica a livello di «Land» dopo l'uscita dal parlamento regionale nelle elezioni dello scorso anno — sostengono questo sistema di distribuzione, denominato «bussing», come unica possibilità per evitare una maggioranza di stranieri in alcune scuole tedesche. I politici liberali non nascondono che questo sistema, ripreso dagli Stati Uniti — dove per anni i bambini di colore sono stati portati con autobus in scuole frequentate in grande maggioranza da alunni bianchi, per imporre l'uguaglianza razziale nelle scuole — potrebbe far nascere pregiudizi anche nella repubblica Federale. Il modello proposto, come alternativa, dall'Unione Cristiano-democratica (CDU), e cioè la creazione di classi di soli stranieri nelle scuole tedesche, non farebbe però che inasprire ulteriormente il problema.

L'ex-ministro (regionale) degli Interni in Renania/Vestfalia si è dichiarato in questo contesto, molto preoccupato dalle più recenti statistiche sulla criminalità nella Repubblica Federale, secondo le quali gli stranieri d'età compresa fra i 14 ed i 21 anni avrebbero un'aliquota nettamente superiore alla media degli altri gruppi. Questi giovani reagiscono ormai con la violenza ad una situazione priva di prospettive, senza posto di lavoro e senza possibilità di perfezionarsi ulteriormente a livello professionale. Hirsch ha sottolineato che sarebbe errato, «semplicistico», valutare e condannare questa criminalità senza guardare alla situazione dalla quale nasce.

I liberali chiedono inoltre un «diritto alla nazionalità tedesca» (Einbürgerung) come opzione, al compimento della maggior età, per tutti i giovani stranieri cresciuti «prevalentemente» nella Repubblica Federale.

Hirsch e Heinz hanno fatto infine appello alle aziende, affinchè offrano agli stranieri maggiori possibilità di qualifica professionale. I datori di lavoro statali dovrebbero farsi avanti, in questo settore, per dare il buon esempio.

(*Frankfurter Rundschau, 26.5.1981*)

LE DONNE TEDESCHE AMANO GLI STRANIERI

Le donne tedesche sono molto apprezzate dai cittadini stranieri che vivono nella Repubblica Federale: i matrimoni fra spose tedesche e fidanzati stranieri hanno raggiunto nel 1979, con 16.246 casi, il livello record degli ultimi 11 anni.

Secondo un'analisi dell'Ufficio Federale di Statistica (Statistisches Bundesamt) di Wiesbaden questo livello rappresenta un aumento del 9,2% rispetto all'anno precedente. I matrimoni fra uomini tedeschi e donne straniere sono aumentati nello stesso periodo di tempo solo del 3,7%.

Gli ufficiali di Stato Civile della Repubblica Federale hanno concluso nel periodo in esame circa 25 mila matrimoni binazionali. A Berlino Ovest la percentuale dei matrimoni con cittadini stranieri ha raggiunto, con il 21% della totalità dei matrimoni, un vero e proprio livello record. Anche ad Amburgo sembra esistere una particolare tendenza ai matrimoni fra tedeschi e stranieri. L'estremo opposto si registra in Schleswig-Holstein, il «Land» con la minor percentuale di matrimoni binazionali.

Nel corso degli ultimi 20 anni si sono registrati, nella Repubblica Federale ed a Berlino Ovest, circa 600 mila matrimoni tra tedeschi e stranieri: in 320 mila casi è stata una tedesca a dire «sì» ad un cittadino straniero, mentre in 275 mila casi è stato un tedesco a sposare una cittadina straniera.

Fra i candidati stranieri al matrimonio con tedeschi il «Paese favorito» continuano ad essere gli Stati Uniti. Dopo gli americani vengono, nella classifica dei «favoriti», gli italiani, seguiti da turchi, jugoslavi ed austriaci. Gli uomini tedeschi preferiscono invece, in primo luogo, le jugoslave, seguite, nella lista della «donna dei sogni», da austriache, francesi, olandesi ed italiane.

(*Stuttgarter Nachrichten*, 20.3.1981)

IL BILINGUE ISOLATO

Estratto da "LINGUE e CIVILTA'" (2,1981)
rivista del C.L.A.Di.L. - Via Baracca, 17 - 25100 Brescia

Chi è il bilingue isolato? Secondo Giuseppe Francescato, studioso noto in Italia e all'estero, è colui che si trova nella necessità di dover parlare una seconda lingua senza il supporto di gruppi sociali consistenti che lo sorreggano e ne assecondino gli sforzi: è il caso dei figli di genitori parlanti due lingue diverse; è il caso di famiglie che si spostano all'estero per ragioni di lavoro.

I problemi dei bambini che possono essere definiti «bilingui isolati» sono esaminati da Francescato in un volume appena uscito per i tipi della Minerva Italica dal titolo Il bilingue isolato: Studi sul bilinguismo infantile *che rappresenta un contributo originale e unico. Egli studia oltre un centinaio di casi, esamina gli aspetti più significativi della loro biografia umana e psico-sociolinguistica giungendo a conclusioni degne della più attenta considerazione da parte di chi si occupa di bilinguismo infantile e di educazione linguistica. Proponiamo tali conclusioni come stimolo o, se si vuole, come «provocazione» per accostarsi al volume citato, scusandoci con i lettori e con l'Autore per i tagli apportati nell'apparato dei riferimenti e delle note.*

1. Interazione tra bilinguismo e società

Uno studioso italiano specialista dei problemi del bilinguismo, R. Titone, si preoccupa di sapere se un bambino possa imparare, oltre alla lingua nativa, anche un'altra o più altre lingue. La risposta che possiano dare a questa domanda e che scaturisce dalle esperienze esaminate in diverse prospettive nelle pagine che precedono, è senz'altro positiva: sì, il bambino può imparare diverse lingue, può diventare fin da piccolo *bilingue*. Da questo punto di vista psicologico o psicolinguistico - in senso stretto - non ci sono dunque difficoltà o obiezioni alla pratica del bilinguismo infantile. Ma quale significato assume nell'intera vita del soggetto questo suo iniziale bilinguismo? A questa seconda domanda la risposta appare molto più difficile, e implica considerazioni assai più complesse.

Il bilinguismo, come abbiamo sostenuto fin da principio, è per sua natura un fenomeno individuale, che si manifesta cioè, nel comportamento linguistico del singolo individuo, come risposta a certe esigenze sociali di natura particolare e precisamente alla necessità di valersi, in situazioni appropriate, di due codici linguistici diversi. Ma pur essendo un fatto che si relaziona esclusivamente coll'individuo, il bilinguismo non è però mai un fenomeno di isolamento: anzi è inscindibilmente legato a certi specifici condizionamenti di natura sociale. Questi condizionamenti non sono unilaterali; al contrario: vanno dalla società all'individuo, ma anche, in misura rilevante, dall'individuo alla società. Questo che stiamo dicendo vale per qualunque forma di bilinguismo, cioè per qualsiasi situazione nella quale si trovi un individuo bilingue; in ogni possibile caso, sarà la situazione sociale a imporgli l'acquisizione o il mantenimento o eventualmente la perdita della condizione di bilingue; ma, nello stesso tempo, sarà il suo comportamento, cioè la reazione personale dell'individuo stesso che, con le sue specifiche scelte, significherà, caso per caso, accettazione oppure no, della condizione bilingue, per sé e, implicitamente per una parte almeno dell'ambito nel quale l'individuo stesso vive ed agisce e con il quale interagisce. Questo avviene, per esempio, assai spesso per l'individuo che fa parte di una collettività bilingue: allora è la sua scelta (o il suo rifiuto) individuale di essere bilingue che non solo determina la consistenza numerica, ma condiziona l'esistenza stessa della collettività (1). Noi, per la presente inchiesta, abbiamo preferito esaminare un caso diverso e alquanto più delicato, quello dell'individuo isolato che circostanze più o meno prevedibili hanno obbligato a diventare bilingue per adattarsi ad una situazione la quale in certo modo può essere detta «anormale». Anche in questo caso, anzi, forse proprio in questo caso, risulta più palese che mai il fatto che il bilinguismo implica una «opposizione» sociale tra vari individui: alcuni di essi parlano una lingua x, altri una lingua y, ma solo un relativamente piccolo numero di essi diventa capace di servirzi tanto di x che di y, di valersi cioè di tutte e due le lingue. Da ciò naturalmente il «prestigio» che, ad un certo punto, inevitabilmente viene attribuito a questi parlanti bilingui, e da ciò anche la loro frustrazione quando si accorgono che tale prestigio, di per sé solo, non sempre è in grado di assicurare loro quelle posizioni sociali di rilievo delle quali essi si ritengono degni e meritevoli. D'altra parte il comportamento linguistico dei bilingui — nella situazione da noi considerata — esercita una particolare azione su tutto l'ambiente del quale il bilingue è partecipe e membro riconosciuto. Diventando bilingue egli tende, dunque, a integrarsi nella società nella quale si parla la sua seconda lingua e tende a perfezionare così un suo personale processo di acculturazione che è in parte assimilabile al processo di socializzazione proprio del parlante nativo, ma anche non lo è per quella parte dell'individualità del bilingue che resta fuori da tale processo che lo rifiuta e rifiutandolo persiste nell'uso della prima lingua. È proprio questa resistenza, questo rifiuto, che a sua volta riesce determinante per tutto il resto dell'ambiente, per quello cioè con cui il soggetto bilingue condivide per l'appunto la sua prima lingua.

Se il bilingue resiste nel suo stato di bilinguismo, la prima lingua ne riesce rafforzata e il mantenimento ne è in qualche modo assicurato: se il bilingue cede invece e comincia a privilegiare la seconda lingua, a scadenza più o meno lontana tutto l'ambiente della prima lingua ne subisce le ripercussioni negative. Il bilingue che nasce e cresce in una collettività bilingue non ha in pratica altra scelta, se non quella di essere per l'appunto bilingue (sia pure con le restrizioni che spesso sono indotte dalle circostanze), mentre il bilingue che cresce in un ambito dove due collettività di lingue diverse si trovano a contatto (come nell'Alto Adige l'italiano e il tedesco) trova che la sua facoltà di scelta è limitata da specifiche regole e disposizioni di carattere giuridico, che la collettività ha fatto proprie e alle quali gli tocca sottostare. Il carattere «imposto» del bilinguismo ne viene esaltato: ma nello stesso tempo il soggetto può opporsi previcacemente al bilinguismo (cioè non fare uso della L2) senza sottostare per questo necessariamente ad

una «sanzione sociale» non scritta nella legge ma, appunto per questo, assai più efficace della legge (2). Invece il bilingue che nasce e cresce nelle situazioni da noi esaminate resta essenzialmente esposto proprio a questa specie di sanzioni sociali: egli è obbligato o costretto a imparare la L2 per adattarsi alla collettività che l'accoglie ed è ugualmente costretto a mantenere la L1 per un dovere di «lealismo» (3) nei confronti della lingua originaria della sua famiglia (o di parte di essa). Ma l'uno e l'altro di questi doveri, di queste imposizioni, al limite dipendono esclusivamente dalla sua scelta, in quanto egli è (relativamente) libero di accettare lo status di bilingue o di rifiutarlo optando per l'una o per l'altra lingua. Il «relativamente» si deve al fatto che vengono, effettivamente, a pesare su di lui certe sanzioni sociali non meno che certe pressioni ambientali. Ma la realtà di questa «libertà», di questa «scelta», è provata da quei numerosi casi in cui, per il combinarsi di più favorevoli circostanze, la scelta è stata resa abbastanza facile sul terreno pratico (per esempio con il ritorno in patria dell'intera famiglia e coll'affermarsi di una sola lingua, la L1 o al contrario — sia pure con minor facilità — con l'adozione di L2 nell'intero ambito familiare): ma spesso — come si è avuto ampio modo di vedere — le circostanze non sono favorevoli, e le difficoltà della scelta, consapevolmente o incosapevolmente affrontate, stanno di sicuro a monte di tutta una serie di problemi che pesano sul comportamento del soggetto bilingue, e indirettamente, attraverso di lui, sul comportamento di tutta la sua famiglia (e del suo ambiente ristretto).

2. Bilinguismo e condizione socio economica

Ci sia lecito a titolo di conclusione rifarci al noto lavoro di Elwert (4): nel suo caso, come in quello di altri bilingui, una somma di fattori favorevoli, a cominciare dalle elevatissime qualità personali del soggetto, per continuare con le stimolanti condizioni familiari, con l'elevato livello culturale, con disponibilità di aiuti e informazioni, ecc., tutto ha contribuito a fare di questo eccezionale «esperimento», se così vogliano chiamarlo, un lusinghiero esempio di successo nel bilinguismo, anzi nel multilinguismo. Ma purtroppo non tutti i casi di bilinguismo infantile si manifestano in circostanze tanto positive; al contrario. Naturalmente non mancano, fra quelli che abbiamo raccolto, esempi nei quali si può scorgere l'operare — per lo meno potenziale — di circostanze altrettanto o quasi altrettanto positive quanto quelle del caso di Elwert: ma un notevole numero di altri esempi dimostra che, per un motivo o per l'altro, in una prospettiva o nell'altra, il risultato che si sarebbe potuto prevedere, cioè l'affermarsi del bilinguismo, o non si verifica affatto, oppure è accompagnato da non trascurabili difficoltà di ordine personale (insuccesso o ritardo scolastico, disadattamento psicologico) o sociale (soprattutto nell'ambito della famiglia, nella quale, è inutile dirlo ancora una volta, il problema del singolo soggetto bilingue si incontra e interagisce con i problemi di tutti gli altri componenti). Dalla considerazione di questi problemi sociali è difficile distaccare anche una valutazione di ordine socio-economico.

Abbiamo detto da principio che la maggioranza dei nostri esempi è stata presa da un, relativamente ristretto, *ambito sociale medio*: abbiamo anche aggiunto che una eventuale raccolta di analoghi materiali, condotta in ambito sociale più modesto (quale quello di cui noi presentiamo soltanto tre o quattro esempi) avrebbe rivelato una casistica assai più negativa, e un rapido incremento delle difficoltà, sia a livello di persone che di famiglie. Questa convinzione è basata sulla constatazione — più volte e da varie fonti presentata al mondo scientifico — che esista una certa correlazione tra lo sviluppo linguistico (e quindi anche il bilinguismo) individuale e lo stato socioeconomico della famiglia da cui proviene il soggetto. Il primo nome che si presenta in questo contesto è ovviamente, quello di Bernstein. Ma non mancano altre dichiarazioni, più o meno indipendenti da quelle bernsteiniane, come per esempio quella — peraltro piuttosto rigida ed estremistica — di Peal e Lambert, i quali a loro volta rinviano ancor più indietro alla Mc Carthy (5). Ma quali sono le ragioni di questa differenza? Tulkin e Kagan, studiando l'interazione madre-bambino nel primo anno di vita, suggeriscono che le madri di classe sociale operaia si occupino del benessere materiale dei loro bambini, altrettanto quanto le madri di classe sociale media: «le differenze — osservano gli autori — si incontrano soprattutto nelle aree che implicano la stimolazione materna dello sviluppo cognitivo». E tutti sappiamo quale ruolo importantissimo, anzi determinante, sia oggi assegnato all'aspetto cognitivo nello sviluppo linguistico fino dalla più tenera età (6). Non vi sarebbero dunque differenze nello sviluppo dell'aspetto propriamente linguistico (vocalizzazioni infantili), quanto piuttosto nello svolgimento della personalità, dell'interazione tra il bambino e la realtà. Ognuno vede come queste differenze possano essere considerate ancora più significative nel caso del bilinguismo presente fin dalla nascita. Ma esse non possono essere considerate trascurabili neppure nel caso del bilinguismo indotto quando il bambino già ha una certa età. Tulkin e Kagan insistono sulla necessità di modificare non solo il comportamento, ma la mentalità, le convinzioni delle madri (oltre naturalmente, alla loro situazione socioeconomica): questo vale ancora per il bambino nel primo anno di vita. Tuttavia è facile immaginare che il bambino più grandicello che debba affrontare l'esperienza del bilinguismo, troverà proprio nel momento cruciale di questa scelta obbligata una insufficiente assistenza, una mancanza di motivazione e di sostegno nell'ambito familiare. Il conflitto linguistico, le tensioni fra gruppi, le difficoltà non risolte a livello degli adulti finiscono infatti inevitabilmente col riflettersi, in modo negativo a livello dei bambini (e dei giovani in generale).

3. Aspetti negativi e aspetti positivi

Si può desumere da queste considerazioni una conclusione di carattere negativo — non generica come poteva apparire in certi lavori criticati da princi-

pio — ma giustificata e documentata. Infatti se il bilinguismo infantile non è privo di difficoltà e di influenze negative anche per quall'ambiente della classe media, che noi abbiamo preso in esame e che abbiamo visto essere di regola, anche se non in tutti i casi, avvantaggiata dal punto di vista linguistico, a maggior ragione esso presenterà ostacoli e difficoltà per le classi socioeconomicamente e culturalmente meno favorite.

Di questa conclusione forniscono una autorevole e significativa conferma le molte difficoltà di cui sono testimoni le autorità scolastiche e, in particolare, gli insegnanti interessati alla soluzione dei problemi di quei soggetti, ormai molto numerosi, che affrontano il bilinguismo in condizioni analoghe a quelle da noi esaminate nelle scuole di ogni ordine e grado di molti paesi d'Europa: basti pensare, per esempio, all'elevato numero di scolari italiani che sono iscritti nelle scuole elementari e medie della Svizzera, della Germania occidentale, del Belgio, dell'Olanda e così via, e i cui gravi problemi linguistici (ma non solo linguistici) si sono imposti all'attenzione delle autorità diplomatiche e consolari e dei ministeri competenti, senza, purtroppo, che questo bastasse ad aprire le porte a soluzioni pienamente soddisfacenti ed efficaci, non soltanto per le carenze e le limitazioni degli interventi avviati da varie parti, ma proprio perchè gli stessi esperti non sono in grado ancor oggi di suggerire per l'appunto quali dovrebbero essere tali soluzioni (lo stesso vale per altri emigrati da altri paesi).

D'altronde nella nostra esposizione, non si è mancato di dare l'opportuno rilievo a quelli che possiamo a ben diritto considerare gli aspetti positivi del bilinguismo: il possesso di due lingue in maniera nativa o quasi nativa, l'integrazione entro due società più o meno differenziate, lo stimolo e l'apertura all'apprendimento di altre lingue, e presumibilmente altri effetti psicolinguistici (come potrebbe essere, se confermato, il precoce liberarsi dal realismo nominale). In ogni caso il fatto di essere bilingue conferisce a coloro che ne fruiscono non trascurabili motivi di prestigio e di affermazione personale e sociale.

Su questo carattere dei fenomeni di bilinguismo insistono, del resto, anche Fishman e Cooper (7) i quali considerano il bilinguismo — senza distinzione del modo di acquisizione — come un fatto di «arricchimento» per i più avvantaggiati. Il (relativo) ottimismo delle loro affermazioni, peraltro, dovrebbe essere messo alla prova di fronte alle concrete situazioni prevalenti negli Stati Uniti e, certamente, apparirebbe fuori posto di fronte alla maggioranza delle situazioni così come le conosciamo in Europa. Perciò se il pensiero di Fishman costituisce una conferma, sia pure induttiva, della nostra deduzione, non modifica il dato di fatto col quale ci sembra di poter chiudere il nostro esame.

4. Una conclusione provvisoria

Concludendo, il fattore bilinguismo sarebbe un fattore di più che viene a sottolineare e ad approfondire il distacco (sul piano linguistico-cognitivo) tra i bambini delle classi sociali più favorite e quelli delle classi sociali meno favorite. Ma, se le cose stanno così, non si può tacere un'altra considerazione che si deve logicamente ricavare da quello che siano venuti dicendo. Per i più dotati e per coloro che sono favoriti dalle circostanze socioeconomiche e culturali, l'apprendimento di una seconda lingua in età infantile si ripercuote allora in maniera positiva, con la stimolazione dell'intelligenza, l'incremento delle capacità linguistiche, l'apertura degli orizzonti culturali. Per i meno dotati, al contrario, e per coloro che fin dalla nascita sono stati meno favoriti dalle condizioni sociali, culturali, educative, l'impresa di integrarsi in una seconda lingua sembra avere invece ripercussioni decisamente negative, risolvendo in ritardo scolastico, difficoltà di adattamento e al limite insufficienza nel possesso di entrambe le lingue. È vero che questa conclusione non si può generalizzare senz'altro, prima che ulteriori approfondite e specifiche ricerche non vengano a darne una conferma. Ma, data la grande e sempre crescente diffusione di fenomeni di questo genere, essa non può non preoccupare coloro che hanno la responsabilità dei problemi relativi all'educazione delle masse. Ci auguriamo che nelle occasioni opportune essi sappiano e vogliano tener presenti anche i risultati di questo nostro studio.

---

(1) Per esempio fra le due collettività dello stesso paese, il Belgio, una — quella fiamminga — accetta il bilinguismo (non solo sul piano legale, ma anche su quello scolastico e culturale), l'altra — quella vallona — invece lo rifiuta (pochi valloni imparano il fiammingo).

(2) Così il bambino atesino tedesco che non impara l'italiano non viene marchiato dai suoi compagni (più di quello che comporti il normale insuccesso nelle materie scolastiche in generale).

(3) Preferiamo questa parola per tradurre l'inglese «loyalty» anzichè «lealtà», che ci sembra avere una diversa connotazione.

(4) Elwert, Th., *Das zweisprachige Individuum*, Akad der Wissensch. und Literatur, Mainz, 1960.

(5) Esisterebbe dunque una differenza nello sviluppo linguistico a sfavore delle classi socioeconomicamente meno sviluppate.

(6) C'è stato un importante sviluppo di queste ricerche con riferimento all'acquisizione linguistica infantile proprio negli ultimi anni.

(7) Fishman, J.A., *Istruzione bilingue: Una prospettiva sociologica internazionale*, trad. dall'inglese, Bergamo, Minerva Italica, 1969.

Giuseppe Francescato

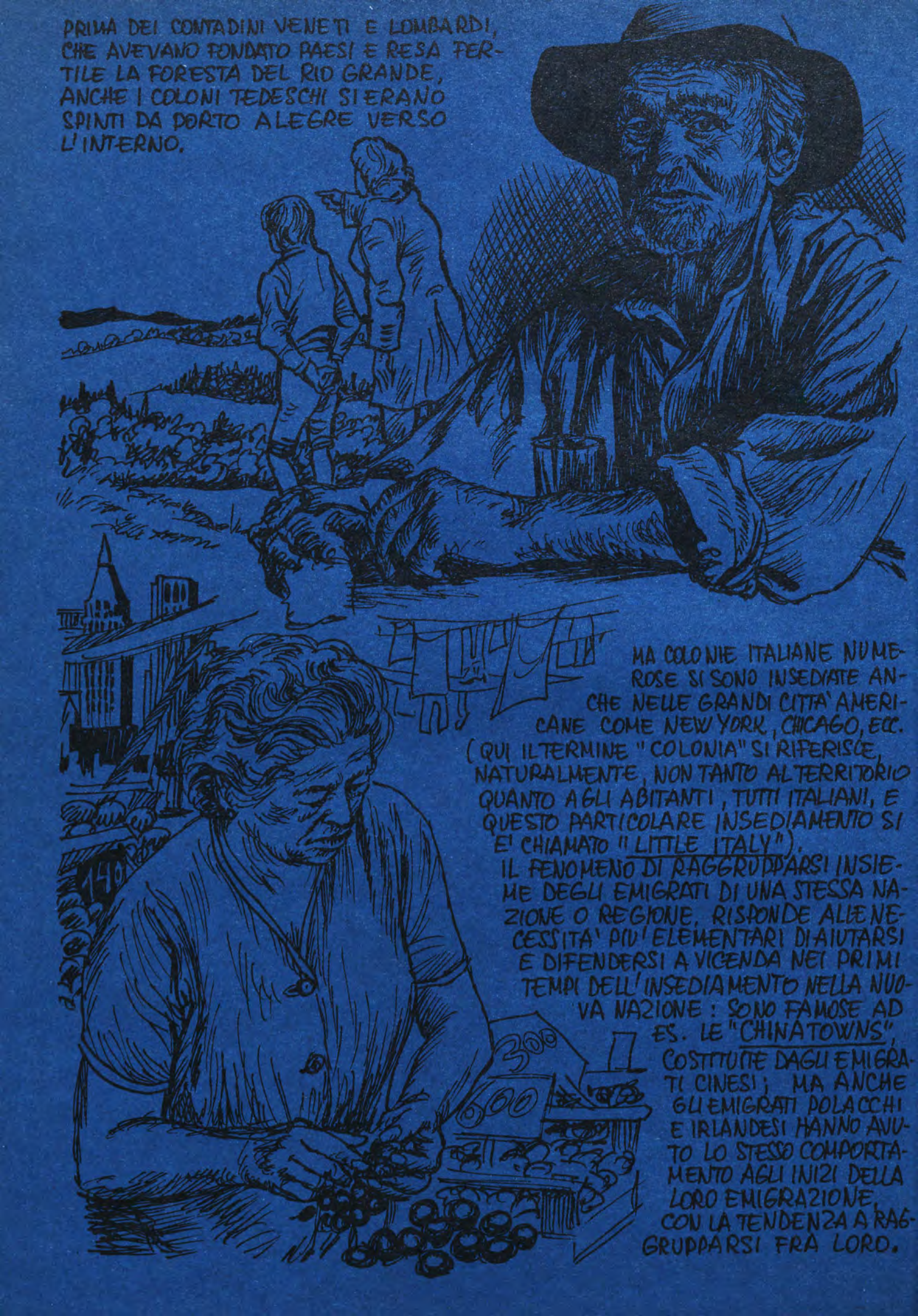
A MANO A MANO CHE SI RESTRINGE L'AREA E LA FORZA DELLE CONDIZIONI CHE OBBLIGANO AD EMIGRARE (POVERTA', DISOCCUPAZIONE, ECC.) LA DECISIONE DI EMIGRARE DIVENTA SEMPRE PIU' LIBERA E DI SOLITO ANCHE L'EMIGRAZIONE DIVENTA SEMPRE PIU' TEMPORANEA.

QUANDO L'EMIGRAZIONE DEFINITIVA SI DIRIGE IN MASSA VERSO UNA STESSA AREA DEL PAESE STRANIERO, PER TROVARVI LAVORO E DIMORA, VENGONO A COSTITUIRSI LE "COLONIE".

LE COLONIE

ESSE SONO PARTI DI UN TERRITORIO IN CUI SI SONO INSEDIATI GRUPPI ETNICI DIFFERENTI DALLA POPOLAZIONE DELLO STATO CUI APPARTIENE IL TERRITORIO.
DI SOLITO LE "COLONIE" SI SONO STABILITE IN TERRITORI VERGINI, NON MOLTO POPOLATI, ALLO SCOPO DI RENDERLI FERTILI E COLTIVARLI:
E' IL CASO DELL'INSEDIAMENTO DEI CONTADINI VENETI E LOMBARDI NEL RIO GRANDE DO SUL, IN BRASILE, AL FINIRE DEL 1800.

SCHEDA DI LAVORO 6


PRIMA DEI CONTADINI VENETI E LOMBARDI, CHE AVEVANO FONDATO PAESI E RESA FERTILE LA FORESTA DEL RIO GRANDE, ANCHE I COLONI TEDESCHI SI ERANO SPINTI DA PORTO ALEGRE VERSO L'INTERNO.
MA COLONIE ITALIANE NUMEROSE SI SONO INSEDIATE ANCHE NELLE GRANDI CITTA' AMERICANE COME NEW YORK, CHICAGO, ECC. (QUI IL TERMINE "COLONIA" SI RIFERISCE, NATURALMENTE, NON TANTO AL TERRITORIO QUANTO AGLI ABITANTI, TUTTI ITALIANI, E QUESTO PARTICOLARE INSEDIAMENTO SI E' CHIAMATO "LITTLE ITALY").
IL FENOMENO DI RAGGRUPPARSI INSIEME DEGLI EMIGRATI DI UNA STESSA NAZIONE O REGIONE, RISPONDE ALLE NECESSITA' PIU' ELEMENTARI DI AIUTARSI E DIFENDERSI A VICENDA NEI PRIMI TEMPI DELL'INSEDIAMENTO NELLA NUOVA NAZIONE: SONO FAMOSE AD ES. LE "CHINATOWNS", COSTITUITE DAGLI EMIGRATI CINESI; MA ANCHE GLI EMIGRATI POLACCHI E IRLANDESI HANNO AVUTO LO STESSO COMPORTAMENTO AGLI INIZI DELLA LORO EMIGRAZIONE, CON LA TENDENZA A RAGGRUPPARSI FRA LORO.